

	1 an	6 mois	3 mois
En ville, par la poste	\$9.00	\$4.75	\$2.50
Canada (hors de Montréal), Royaume-Uni, France et Espagne	\$6.00	\$3.25	\$1.75
Etats-Unis et Amérique du Sud Autres pays	\$6.50	\$3.50	\$1.85
	\$8.00	\$4.25	\$2.25

L'abonnement est payable d'avance par mandat-
poste ou chèque affranchi, accepté et payable au
pair à Montréal.

M. Gobeil et M. Gagnon

Le passé parlementaire de M. Sam Gobeil permettrait de croire que, malgré le vomissement général soulevé par son ignoble fable, ce charlatan n'a peut-être pas fait un si mauvais calcul électoral en taxant d'athéisme le personnel de l'Université de Montréal: quant à flatter ses électeurs anglo-protestants, qui sont presque un sur deux, il ne devait pas faire les choses à moitié; et qui sait s'il y aura parmi les « bleus » de langue française assez d'hommes de cœur pour mettre en danger sa majorité? Avec l'esprit de parti, on ne sait jamais... D'ailleurs, on serait curieux de savoir s'il n'a pas été, dans cette affaire, le porte-parole de quelque élan intéressé à mettre la main sur l'Université de Montréal, comme celui qui accusa jadis le cardinal Taschereau d'hérésie doctrinale à propos de la direction de l'Université Laval. Pour l'instant, pas trop de publicité au dégoûteux: surveillons seulement ses relations, tout en évitant aux moyens de lui faire payer sa violence le plus cher possible aux prochaines élections.

M. Onésime Gagnon est un « bleu » lui aussi, mais d'une autre sorte. Gobeil avait, dans son discours, mêlé à son hors-d'œuvre sur l'Université une rageuse tirade contre les avocats de la monnaie bilingue. Il n'est pas dû de félicitations à M. Gagnon pour s'être séparé de lui sur le premier point, car ici la partie était trop facile: la bravoure à bon marché est même de pratique courante chez les parlementaires. Mais on ne le louera jamais trop des fortes paroles qu'il a prononcées sur la question de la monnaie. La majorité anglaise de la Chambre ne tient nullement à salir la réputation mensuelle de l'Université de Montréal: tout au plus elle a tenu avec un mépris à peine voilé à l'égard de M. Gagnon, l'usage du français dans le libellé de la monnaie la jette dans des crises de francophobie; on n'eût jamais cru qu'une réforme si anodine dût soulever chez elle une opposition si haineuse et si tenace, ou même les discours en apparence modérés comme celui de M. Geary, de Toronto, semblent coupés de grincements de dents. Nous sommes décidément devant une de ces luttues symboliques où se montre à nu l'âme des peuples, et qui vous font comprendre quelle duperie fut pour le Canada français la Confédération. Depuis le commencement du débat, quel universitaire anglais — même parmi les plus éclairés — a songé à signer en faveur de la monnaie bilingue, au nom de la concorde nationale, le manifeste qu'on attend vainement de la lâcheté de ces messieurs? Ce geste aurait une certaine valeur: personne, personne ne l'a seulement esquissé. Et l'on voudrait que nous aimions ces gens-là! Un Juif bien traité nous sera peut-être reconnaissant. L'Anglais, l'Ecossois et leur associé l'Irlandais, on dirait qu'ils nous estiment uniquement pour la sécurité que nous pouvons apporter à leurs coffres-forts. Eh bien, M. Gagnon a osé leur dire que nous tenons au bilinguisme de la monnaie, que quelques plaisanteries de rustres sur notre respect pour l'argent unilingue ne satisfèrent pas notre sens de la dignité nationale. Et il l'a dit sur un ton qui ne prêtait pas à ambiguïté. C'est très bien. Ce qui serait encore mieux de sa part, et qui lui vaudrait notre appui le plus actif, ce serait de briguer tout de suite un renouvellement de mandat, en déclarant que le ministère devra compter avec lui s'il s'obstine dans sa couillonne attitude. Des discours, c'est parfois excellent, mais cela ne vaut jamais un acte. A Ottawa, nous n'avons jamais eu autre chose.

Olivar ASSELIN

Femmes écrivains

La vie des femmes est toute politique et surtout, — de Louise Labé, maîtresse de cet Olivier de Magny chéri de Ronsard, à Mme de Sévigné, — la vie des femmes écrivains. Dans les ménages d'artistes, fréquents en Angleterre, la femme veille à l'économie de la vie quotidienne, à la vente des livres, à des toiles, à l'organisation de la publicité aujourd'hui essentielle au succès; elle remplit naturellement son rôle d'être sans romanesque, et qui se plie aux accidents quotidiens. Or ai-je besoin de dire que l'homme, privé du romanesque, c'est-à-dire de sa faculté d'imaginer fortement la nature et de l'exagérer, ne pourrait rien fonder de durable? Ni dans les arts littéraires ni dans les arts dits libéraux, les femmes de

France n'ont jamais excellé. Je dis de FRANCE; mais Sappho, jugée par le peu de vers, peut-être apocryphes, qu'il reste d'elle, n'égale pas non plus les poètes d'Athènes. Car la femme ne semble point faite pour modeler la matière sur son rêve, étant naturellement incapable d'agrandir le cercle des mille petits dieux lares ou domestiques dont elle entoure sa vie. La seule évasion qui lui soit possible, c'est la souffrance ou l'amour. Confinée à son office ordinaire d'hôtesse, elle n'a point de loisirs et peu de goût pour la réflexion, d'ailleurs impossible sans la solitude. Elle réside toute métaphysique à la matière, ne se sent forte, comme Antée, qu'en touchant le sol. Au lieu que pour l'homme, la métaphysique, même arrachée à la réalité, n'a point d'objet hors d'elle-même. En un mot comme en cent, la femme est plus réaliste que nous.

Quand un petit monsieur me parle du génie littéraire de Mme de Sévigné, j'ai envie de lui rire au nez. Voilà pourtant l'un des grands écrivains de France à qui l'histoire doit quelque chose. Mais à part un style d'une certaine grâce, et qu'elle soignait, sachant qu'après de ses amis ses lettres avaient la vogue des nouvelles à la main, son œuvre littéraire, ses portraits sont au-dessous de ceux de Saint-Simon pour la syntaxe (surtout ces casures étonnantes du style à quoi se juge un maître de la langue) et l'allure dramatique du récit. Relisez sous ce rapport la galerie des *Grandes Dames* ou ce portrait cruel et injuste par endroits de Mme de Maintenon. La marquise s'inquiétait de sa fille et que son genre reçût les faveurs de la Cour: en tout et partout, elle restait un esprit politique, — avec moins d'ampleur que Mme de Pompadour, — ce que Saint-Simon, lui, si femme par la coquetterie et le souci du protocole, ne fut jamais. Politiques, Mme de Staël et cette George Sand aux romans illisibles; politiques, la Belle Cordière de la Pléiade (voir son mariage à un marchand de bonnet et de chapeaux qu'on dit qu'elle avait épousé par intérêt); cette disposition naturelle à régler tous ses mouvements sur la marche des choses empêchera toujours la femme d'exceller dans les arts, du moins si elle n'a pas organisé sa vie dans la solitude.

Or, la littérature anglaise présente depuis un siècle un phénomène: ce sont les femmes qui y ont excellé, et dans un genre où elles se contentaient ordinairement de morbidité ou de pornographie, le roman d'analyse. Les sœurs Brontë, fleurs sauvages, ou Mary Webb, si proche pour l'ironie douloureuse d'Aldous Huxley, ou Katherine Mansfield, la plus étrange de ces femmes anglaises que la vérité passionnée plus que l'amour, elles ont toutes bâti leur monde plus en profondeur que les hommes, et leur œuvre à chacune, comme disait Katherine Mansfield d'une jeune paysanne qu'elle aimait, leur œuvre « a des racines ».

Par une intimité presque physique avec la nature végétale et animale, je devrais dire une météorologie, elles ont découvert de nouveaux accords, de nouveaux rythmes de vie que vous retrouverez dans fort peu de livres écrits par des hommes. Marie Le Franc, dans ses œuvres maîtresses (*Inventaire* et *Épilogue* de *Grand-Louis*), écrit avec une fluidité supranaturelle, est la seule femme de France, à ma connaissance, capable de s'abstraire elle-même jusqu'à devenir « un prolongement de la nature ». Rien ici du vaniteux sensualisme claudélien; rien du bouffonisme allemand perpétré, contre l'esprit de clarté et de logique, au nom de la philosophie du subconscient.

Rosmond Lehmann, dans *Poussière* (DUSTY ANSWER), donne de la transparence à la plus obscure métaphysique. Elle, qui se dit un foyer de confusion — « a screen for chaotic images » — note avec précision tous les sursauts, violences et séismes du cœur humain. Emily Brontë aura-t-elle repris aux hommes leur flambeau? Après elle, et dans son sillage lumineux, marchent encore les admirables jeunes femmes qui, les premières, donnèrent à la France le goût du roman anglais.

Lucien PARIZEAU

Notre programme

En fait de propagande, nous croyons qu'il nous suffira d'une paraphrase de la première réclame publiée par l'ORDRE dans la presse quotidienne. Les programmes de journaux étant généralement faits pour être oubliés, on nous pardonnera de reléguer le nôtre en deuxième page. D'autant plus que nos ennemis (s'il nous en reste) savent toujours où dénicher cette pièce et que, nous-même, nous ne serons pas en peine de nous y reporter au besoin, ne fût-ce que pour embêter par notre fidélité à ce fantaisiste exposé de principes les journaux (y en a-t-il plusieurs?) que l'apparition de l'ORDRE fait sécher d'envie.

CECI, CELA ET AUTRE CHOSE

Coopération! coopération!

Quand S. E. Mgr Ross eut établi des coopératives de pêche maritime en Gaspésie, le prix de l'essence à moteur tomba comme par enchantement, grâce à ces organismes, de 40 sous à 25 sous le gallon. Les marchands, non contents de suivre, abaissèrent leur prix à 23 ou 24 sous; et aussitôt les pêcheurs délaissèrent les coopératives, qui étaient leur affaire, pour retourner chez le marchand, qui soignait son affaire. Et c'est en grande partie la stupidité de ce calcul (nous parlons du calcul des pêcheurs) qui a amené la faillite de la plupart des coopératives; mal appliquée, le meilleur des systèmes ne vaut rien. Aujourd'hui on voit les deux députés de Gaspé à Québec, MM. Alexandre Chouinard et Thomas Côté, s'unir pour supplier la Province de coopérer avec la Confédération afin de sauver les pêcheurs gaspésiens. Ceux-ci croient évidemment à l'efficacité de la coopération... pratiquée par les autres. Un peu d'instruction élémentaire ne ferait-elle pas mieux leur affaire? — O. A.

Haute culture.

Le rudiment des langues anciennes, dites à tort « langues mortes » par rapport aux langues modernes dont certaines, de formation tout artificielle, comme l'allemand, sont privées de vraie vie organique; l'élément des principales littéraires, la française et l'anglaise, disons depuis la Réforme jusqu'à l'ère victorienne et au Directoire (les lettres contemporaines viennent ensuite); une aptitude moyenne à écrire le français proprement: ces connaissances générales, fonds d'une bonne culture, on est en droit de les exiger du bachelier de l'enseignement secondaire et, à plus forte raison, du diplômé de l'école supérieure. Au Canada français, les humanités restent le titre de noblesse des hommes de profession libérale. Aucun père ne consentirait que son fils aîné le latin pour toute autre raison que celle d'étudier le droit ou la médecine. Notre tristesse de l'enseignement ne fait rien d'ailleurs pour redresser cette conception fautive de la haute culture. L'École Polytechnique, institution disant universitaire, et qui en tout cas recrute de ses élèves parmi les bacheliers des classes d'humanités, écarte de son programme à peu près tout ce qui n'est ni sciences ni génie. Les jeunes hommes qu'elle déforme chaque année ont tôt fait de s'angliciser jusqu'à la moelle. Il y a pas trois ingénieurs canadiens-français, même parmi ceux qui font le plus honneur à leur profession, qui sachent établir leur devis dans une langue correcte.

C'est à quoi je pensais en publiant dernièrement au Canada le programme littéraire (non pas scientifique) des examens d'entrée à l'École Polytechnique de Paris. Le jeune homme qui m'écrivait à ce sujet une lettre naïve et méritoire, sous la dictée probable de ses supérieurs, donnait dans l'erreur commune: il croyait, comme on le lui avait enseigné, qu'un chimiste, pas plus qu'un bûcheron d'églises, n'a besoin de se cultiver. — L. P.

Les cigaretes Duchesse, manufacturées par L. O. Grothé, Limitée, Maison canadienne et indépendante, sont de qualité supérieure parce que seuls les meilleurs tabacs sont employés dans leur fabrication. Faites l'essai des cigaretes Duchesse et vous serez certains qu'elles satisferont votre goût. (r)

La sécurité sur les chemins de fer français.

A la suite de la catastrophe de Lagny, on a porté, en France, de graves accusations contre l'administration des chemins de fer. Les agences de nouvelles n'ont pas manqué de le répandre à travers le monde. On a cru partout qu'il est dangereux de voyager dans un train français.

La Voix de France (numéro de janvier) écrit à ce sujet les lignes suivantes:

A aucun moment, on n'a pensé à faire remarquer que la Compagnie incriminée met chaque jour en marche une cinquantaine de trains rapides, dont certains comptent parmi les plus « vite » du monde, — que les trains Paris-Belfort, par exemple, accomplissent les 443 kilomètres (en chiffres ronds, 275 miles) avec un seul arrêt en moins de 5 heures; que malgré un trafic intense, compliqué dans les environs de Paris par les trains de banlieue et la sortie en goulot de la gare de l'Est, les accidents n'y sont pas plus fréquents que sur n'importe quel réseau français ou étranger; qu'il est enfin des cas fortuits dans lesquels toute la prévision humaine est impuissante. Sans essayer de masquer les responsabilités, voilà ce que l'on aurait dû affirmer hautement. Les journaux et les autorités compétentes ne l'ont pas fait. Il appartenait à un journal anglais, le Daily Herald, de se substituer à eux en reproduisant l'avis autorisé d'un des principaux techniciens britanniques des chemins de fer, le rédacteur en chef de la Railway Gazette. L'auteur y prouve que la sécurité sur les chemins de fer français a été au cours des dernières années aussi grande que dans n'importe quel pays du monde. Il montre « que le respect des restrictions relatives à la vitesse est encore plus strict en France qu'en Grande-Bretagne et qu'en même temps la ponctualité y est beaucoup plus grande, bien que sur les lignes françaises circulent un grand nombre de rapides atteignant des vitesses considérables ». Et voici sa conclusion: « Il est regrettable que le désastre de Lagny, qui, étant donné le malheureux concours de circonstances, aurait pu aussi bien se produire dans notre pays — ainsi qu'en témoignent

les 224 morts de la catastrophe de Greta en 1915 — ait redonné libre cours aux bruits mal fondés tendant à dénigrer l'administration extrêmement efficace et moderne des chemins de fer français. En attendant, le tourisme français poura continuer à la fin de la saison prochaine ce que lui aura coûté le dégrèvement de leurs chemins de fer par les Français eux-mêmes.

Les agences de presse américaines et canadiennes ont donné toute la publicité possible au malheureux désastre de Lagny: c'était d'excellente propagande anti-française. Mais elles ont bien pris soin de ne pas nous faire connaître l'avis impartial d'un technicien anglais qui sait à quoi s'en tenir. — P. B.

Industriel mal avisé.

Dans un manifeste d'une demi-page qu'il publie dans certains journaux entre des enrôlements de Jus de Tomates, de Confitures et de Soupe aux Pois, un industriel canadien-français qui juge bon depuis quelques mois, par raison électorale ou autre, de faire la réclame de ses produits à la radio par l'entremise d'une fédération d'« avariés », sans se préoccuper des attaques personnelles et de la propagande antiofficiale que celle-ci distribue à droite et à gauche, semble se plaindre que ses entreprises politico-socio-industrielles ne sont pas assez « faites pour plaire » pour gagner la faveur de tous les consommateurs canadiens-français. Cela nous fait de la peine, mais les bons « avariés » fédérés ne mangent-ils pas assez de tomates en conserve, de catsup aux tomates, de marmelade et de sirop d'érable, pour compenser Monsieur l'industriel de l'indifférence des estomacs bourgeois? Quant à mettre les bénéfices de son industrie au service d'agitations plus ou moins révolutionnaires, ne serait-il pas en droit d'attendre des agitateurs au moins la reconnaissance du « avarié » de l'ai dit ailleurs, Monsieur l'industriel, que les produits estimables, il est en droit de s'associer à des propagandes en vue de l'amélioration du sort des « avariés », qu'à créer à de soi-disant « avariés » et à leurs bailleurs de fonds un parti électoral. Monsieur l'industriel, voulez-vous prospérer? Que vous ne faites pas plaisir à tout le monde, défiez-vous de la désaffection que vous lui estime « faits pour

Transcription à l'écran

L'œuvre écrite.

Le développement extrêmement rapide de la technique cinématographique et la nature même de ce nouveau mode d'expression d'art ont mis en lumière, presque dès les débuts, l'importance d'une production sans cesse renouvelée. A l'encontre du théâtre qui, dans la plupart des cas, possède un répertoire durable, le film ne tarde pas à dater, dans sa conception, son mode d'expression, sa technique. Etant surtout visuel, ne créant pas l'atmosphère indispensable au recueillement intérieur et à certaines réactions psychologiques, le cinéma ne peut compter que sur sa technique d'abord et sur son renouvellement perpétuel ensuite, pour se maintenir ou même seulement exister. Le film ne peut rendre certaines scènes; il ne peut, à plus forte raison, transmettre certaines idées, certains sentiments.

La transcription au cinéma d'une pièce, d'un roman, fait disparaître presque toujours l'élément le plus important de la production théâtrale ou du roman. Sans aller jusqu'à dire que le cinéma est une chose morte, parce que mécanisée, j'en ai jusqu'à affirmer que, sauf exception, il ne peut traduire une pièce de théâtre ni un livre. Il est nécessaire de procéder d'abord à une transcription, et celle-ci altere parfois entièrement le caractère de l'œuvre interprétée.

Je ne voudrais donner pour exemple que *La Bataille*, de Claude Farrère, roman dont le succès, il y a quelques années, fut aussi révélateur que justifié. Trois reprises de l'œuvre à l'écran: trois déceptions.

La première version (silencieuse, celle-là) était interprétée par des artistes japonais, dont le fameux Sessue Hayakawa. Des nécessités internationales obligèrent les producteurs à mutiler l'œuvre. Seule, la présence d'Asiatiques dans un film asiatique permit d'éviter le four. La technique n'avait pas assez évolué pour que l'on pût reconstituer avec exactitude la bataille navale. Il est inutile de parler de la seconde version, qui mourut en enfance. Je m'arrêterai à la troisième, qui passe actuellement à Paris.

Il semble prématuré de parler d'un film sans l'avoir vu et de le condamner d'avance. Aussi me bornerai-je à souligner l'opinion de la critique qui semble quasi-unanime sur un point, lequel semble confirmer ma thèse: l'impossibilité de rendre dans le film certains passages dramatiques, l'âme asiatique des personnages, le sens et le caractère profonds du livre de Farrère. Le film est froid, presque mort. En revanche, l'exécution technique de la bataille navale est hors pair, ce qui rachète en partie les faiblesses de la production.

On peut conclure, si l'on se rappelle quelques films célèbres... comme romans, que certaines œuvres sont parfaitement intransposables au cinéma et que toute tentative de démarquage de ces œuvres est fatalement vouée à l'insuccès. — A. R. B.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

La loterie de bienfaisance

L'an dernier la Chambre des Communes se prononça contre le projet de loi adopté par le Sénat qui permettait l'organisation de loteries de bienfaisance en faveur de nos hôpitaux. Le Sénat vient d'adopter de nouveau, on deuxième lecture, le même projet de loi. Et, sans doute, la même discussion et le même résultat se répéteront chez M. Bennett.

Ceux qui prétendent condamner le principe de la loterie de bienfaisance au nom de l'intelligence ne sont heureusement... pas très intelligents. Ils croient en avoir démontré définitivement l'immoralité quand ils se sont écriés avec grandiloquence, comme le faisait M. Meighen lors de la dernière discussion au Sénat: « Le jeu de hasard ne cesse pas d'être criminel quand on le pratique pour une bonne cause! »

Ce divertissement expose l'homme aux dangers de la superstition, de la paresse, de la ruine matérielle, du désastre moral? Soit, mais cela ne prouve en aucune manière l'immoralité essentielle du jeu de hasard. Seuls les aliborons pensent qu'il faudrait fuir les divertissements, les passions légitimes, à cause des excès de certains hommes. Pour conclure que la loterie de bienfaisance est déraisonnable, il faudrait montrer qu'elle cause nécessairement un tort grave à quelqu'un. Or le gain espéré par celui qui achète un billet, quoique ce gain soit en général énorme, ne compromet que par accident très rare le succès de la loterie. Ce jeu est si naturel que les communistes eux-mêmes, ces ennemis supposés du capitalisme, comme l'écrivait Diego dans la Croix du 3 mars, s'intéressent à ce genre de divertissements.

Et si l'on veut le témoignage d'un moraliste, voici comment le Père René Brouillard, S.J., résume ce qu'il faut penser des loteries de bienfaisance dans un article des *Études* du vingt novembre: « Jeux de pur hasard, dit-il, où l'habileté et les connaissances personnelles n'ont pas de place, elles sont d'abord à déclarer légitimes aux mêmes conditions générales qui ont été fixées au sujet des jeux. Basées sur des contrats payants, elles réclament que la liberté d'y prendre part soit parfaitement respectée, que les conventions en soient proclamées de manière ouverte et claire, accomplies pleinement, et dans le tirage observées avec exactitude... Les moralistes ne parlent donc pas ici de limiter produits et bénéfices; ils admettent simplement... une surveillance de l'Etat pour empêcher que l'intérêt personnel ne se dissimule derrière la charité et pour diriger cette dernière; ils demandent du reste que cette surveillance soit intelligente et large, sans sectarisme contre les œuvres religieuses (ceci regarde particulièrement le gouvernement français), sans brimade des initiatives privées. »

M. Taschereau désire organiser une loterie provinciale et le sénateur Marcotte a proposé que le projet de loi adopté s'applique aussi aux maisons d'éducation et aux travaux d'assistance fédéraux. Le problème de la loterie d'Etat se présente sous un aspect un peu différent. Il serait certainement mauvais pour la morale sociale et pour certaines entreprises économiques nécessaires de l'établir en permanence; mais les circonstances actuelles, la nécessité pour nos gouvernements de trouver une source extraordinaire de revenu, et parce que le principe de la loterie est bon en lui-même, autorisent indiscutablement une pareille mesure. C'est encore le Père Brouillard qui écrit: « Nous croyons qu'en cette question, comme en tant d'autres, vérité et moralité se trouvent en une position moyenne. La loterie d'Etat, au point de vue social, ne mérite ni des éloges sans réserves ni une condamnation absolue. »

C'est maintenant que nous pourrions juger de la délicatesse de conscience de notre gouvernement de vieilles filles!

Gérard DAGENAIS

Échos

PINCE-SANS-RIRE.

L'illustre ministre de la propagande allemande, M. Goebbels, parlant il y a quelques jours au Palais des Sports de Berlin devant 5,000 personnes, s'écriait: « S'emparons du contrôle des anciens parlements par celui de notre conscience! » Il oubliait d'ajouter que la conscience hitlérienne est soit une matraque, soit un revolver. Il a même poussé l'ironie jusqu'à déclarer qu'à la différence des partis bourgeois «aux méthodes rigides et aux buts élastiques» son parti «poursuivait des buts rigides par des méthodes souples» (oh! combien!).

C'est ainsi qu'avec des phrases creuses les bolchevistes bruns abrutissent tout un pays de soixante-cinq millions d'habitants.

L'homme chic s'habille chez Lechnasseur (Fashion-Craft). Ses costumes, ses chapeaux, ses chaussures, son linge, sont toujours impeccables. — 281 est, rue S.-Catherine. Tél.: LA 7014. (r)

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

L'ORDRE est pour l'homme d'affaires un intermédiaire idéal pour la sollicitation de certaine clientèle.

L'Autriche ressuscitée

Depuis le voyage du chancelier Dollfuss à Budapest, les événements politiques sur les bords du Danube se sont succédé avec une rapidité toute balkanique, et la crise est arrivée à son point critique. Il n'est pas exagéré de dire que nous assistons maintenant à une nouvelle guerre de Succession d'Autriche, avec les mêmes acteurs, mais avec un déplacement du centre de gravité, partant à un groupe nouveau des alliances. La situation actuelle est l'aboutissement logique de la politique germano-italienne pour la suprématie en Europe centrale, pour la colonisation de régions qui, fondées ensemble, reconstitueraient un nouvel empire romain-germanique, formule Hitler, ou quelque chose d'approchant, dans le goût mussolinien.

Du côté allemand, on parle plus que jamais du *Drang nach Osten* — « la marche vers l'Est » — dans une triple direction: la Russie, les Balkans et, enfin, l'Adriatique. Cette dernière étape pourrait fort bien se terminer par un Canossa, s'il se produit à temps un sursaut chez les grandes puissances. L'Italie vise ouvertement au protectorat du Danube et des Balkans. Pour cela, elle serait prête à accepter une sorte de condominium avec une Autriche ressuscitée, tant il est vrai que la valeur des alliances est fonction du temps et des circonstances.

C'est cet antagonisme qui a provoqué depuis des années l'instabilité politique et économique en Europe centrale, instabilité qui risque de justifier une intervention étrangère dans la région danubienne.

L'Autriche, plaque tournante de l'Europe depuis le traité de Saint-Germain, se trouvait dans un cercle vicieux. Ou bien aller à la ruine et à la révolution, sous une domination allemande, ou bien s'engourdir, sous un régime de la masse néo-germanique. C'était la voie de l'anéantissement définitif, de la folie de croire un seul instant à la morale de la grande Allemagne par l'Europe.

Une seule solution restait possible: la constitution, sur des bases nouvelles, d'un état danubien, sous l'égide de la monarchie, seule capable de contrebalancer les influences extérieures. Toute coopération avec l'Autriche et des états successeurs semblait impossible il y a quelques semaines encore. Mais l'histoire s'écrit vite de nos jours, surtout devant la menace germanique grandissante. Le cercle vicieux est rompu: l'Europe semble prête à accepter l'ultime solution d'une confédération danubienne et balkanique.

Starhemberg et ses Heimwehren jouent leur dernière carte pour sauver l'Autriche. Ils n'ont reculé devant aucun moyen. Ils ont déjoué les plans du chancelier; ils traquent nazi et socialistes avec la même fureur. De l'issue du combat dépend l'avenir de l'Autriche. En 1683, Starhemberg sauva Vienne et la Chrétienté de la domination turque; en 1934, son descendant sauvera peut-être à temps une Europe qui risque de sombrer dans une seconde guerre du Péloponèse. « Paris vaut bien une messe », a-t-on fait dire à Henri IV. Vienne vaut bien aussi un peu de sang répandu.

Le miracle n'est pas tant le redressement de l'Autriche, en quête d'une formule capable de maintenir son indépendance, que la réaction mondiale produite par l'hitlérisme. L'hitlérisme a réussi à rendre Mussolini et Litvinoff respectables et va peut-être demain faire remonter sur le trône un Habsbourg, qui s'était effondré avec son empire vermoûlu.

André BOWMAN

Défense du notariat

par Dollard Dansereau

Depuis quelques années, le notariat a subi plusieurs assauts. La fondation et le développement des sociétés de gestion, par exemple, ont été petit à petit aux notaires l'administration des biens. La loi peu éclairée de notre siècle dans les grandes entreprises aux raisons sociales prometteuses accentue ce mouvement; la déconfiture de nombreux notaires réputés intégrés le justifie en quelque sorte. L'individu que la faillite de son notaire a lésé de 25,000 dollars veut le notaire à tous les diables, et il est difficile de le blâmer.

Le notariat a cependant rendu et rend encore de grands services: il en peut rendre davantage; de plus, il est nécessaire à l'exercice de notre droit civil. Sur lui reposent la confection et la garde des écrits authentiques, contrats solennels ou autres; ce système juris-

Quand le Canada était français

Jacques Cartier, au cours de ses explorations, a donné des noms français aux lieux qu'il a découverts. Les uns reçurent une appellation pittoresque, inspirée par leur aspect; les autres, le nom d'un saint qu'il voulait honorer.

regner, à défaut de probité, un certain sens de la mesure; mais ne doutons pas qu'il réponde à un vœu conscient ou inconscient de notre peuple en plantant de temps à autre quelques banderilles au flanc de fortes brutes intéressées à l'exploitation pécuniaire de la crédulité populaire.

Publiera peu de réclame, et seulement pour des maisons ou des produits dignes de confiance. Tout en pratiquant à l'occasion, sans vaine parade, le nationalisme, voire le particularisme économique, ne permettra à personne d'exploiter le patriotisme, à plus forte raison l'antisémitisme, dans ses colonies, pour vendre au public de la camelote, d'ailleurs fabriquée, la plupart du temps, par des Juifs.

Fera une place honorable au correspondant qui, sachant écrire, aura quelque chose à dire et le courage moral de signer. — L'anonymat, arme des lâches, n'aura sa place dans l'ORDRE que si la Direction juge à propos de couvrir l'article ou le communiqué de sa responsabilité. Mais, bachelier ou non, universitaire ou non, homme de lettres ou non, l'on devra d'abord écrire en français.

Avec les modestes ressources matérielles à sa disposition, et empêché par la formule même de sa rédaction de compter sur la faveur active de la foule, espère que tout Canadien-Français instruit, pouvant contribuer chaque jour à une véritable réforme de l'esprit public, le prix d'un verre de bière, lui apportera son concours. — Songez-y, le sacrifice quotidien d'un verre de bière (ou, si vous êtes une femme, de la moindre fanfreluche) vous permettra de collaborer à une oeuvre de culture française et de réveil national. Pas même besoin de « haler tous ensemble », comme disait l'autre pendant qu'il annonçait sur un ton dépité notre « petite » entreprise: il vous suffira de vouloir élargir vos horizons, approfondir votre pensée, vivre, intellectuellement, d'une vie plus haute; — de réfléchir ce que c'est peut-être par devoir mal compris, par amour-propre, par présomption, voire par simple divertissement, que nous avons fondé l'ORDRE, mais certainement pas par intérêt.

LA DIRECTION

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE. — Les rédacteurs de L'ORDRE se rendent-ils seuls.

En guise de programme

Simple paraphrase d'une annonce parue ces jours derniers dans la presse canadienne d'expression française au sujet de l'ORDRE

dique, à la fois souple et sûr, garantissant l'intégrité des actes peut-être mieux que le système anglo-saxon, et sans l'ingérence du gouvernement.

Le notaire rural, ami de tous et respecté par tous, est le dispensateur tout indiqué d'une espèce de crédit agricole auquel personne ne pense, car c'est à l'Etat seul que chacun adresse ses réclamations et de l'Etat seul qu'il attend le salut. Autrefois, le paysan allait porter ses économies au notaire de son village: celui-ci, moyennant un courtage raisonnable, les prêtait à un autre paysan ou à un commerçant dont il connaissait le courage et l'honnêteté.

L'administration d'un notaire intelligent et dévoué sera meilleure assurément que celle d'une société de gestion, plus immédiatement intéressée et plus souple. Sera-t-elle plus sûre? C'est le défaut de la cuirasse. Il faudrait prévenir l'espèce de déchéance à laquelle le notaire est soumis par suite de l'imprudence de plusieurs de ses membres, de la malhonnêteté de quelques-uns, ceux-ci plus rares qu'on ne croit, par suite enfin du manque de préparation qu'apportent nombre d'entre eux à leurs fonctions d'administrateurs des biens d'autrui.

Recevant l'argent de celui-ci pour le prêter à celui-là; recouvrant les intérêts et les loyers; tenté de mêler ses propres biens avec ceux qu'on lui confie, le notaire doit tenir soigneusement ses comptes s'il ne veut pas se trouver court un de ces quatre matins et — qui sait? — délégaliser pour ainsi dire sans le savoir.

Qu'est responsable de cet état de choses? Où et quand nos notaires ont-ils appris même les rudiments de la comptabilité? On proclame ces notions indispensables pour l'épicer, et elles ne furent jamais enseignées à celui qui administrera les biens d'autrui. Nos universités et nos collèges relevant de la même autorité ecclésiastique, il doit leur être plus facile de s'entendre, et de combler, dès qu'elles sont signalées, les lacunes de notre enseignement supérieur et de notre enseignement secondaire.

Dollard DANSEREAU

Willard Paquin. Parmi les plus renommés du Canada par clients sages et nombreux, une cause grand assortiment, prix réduits, service rapide. 4500, rue Papineau, AM, rue Mont-Royal, CH 2193. (r)

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE. — Les rédacteurs de L'ORDRE se rendent-ils seuls.

REVUE DE LA PRESSE

L'Angleterre et l'Europe

En peu de mots, l'Événement du 28 février expose clairement l'état de l'Europe, qui lui inspire des inquiétudes, et définit le rôle équivoque joué par l'Angleterre et la Société des Nations.

Pendant que la propagande anglaise prend son essor, la Ligue des Nations sert cette cause compromise, nous voyons l'Angleterre modifier son action diplomatique en Europe. Elle envoie un francophobe à Berlin et un germanophile à Paris. Se sentant menacée par de nouvelles intrigues, la France, obéissant à ses politiciens et à ses généraux les plus avisés, élabore un nouveau programme de travaux pour la défense de son territoire. On parle même, pour la première fois depuis quinze ans, de moderniser les armements français qui pourraient servir à une campagne offensive. C'est en vain que des voix éloquentes ont rappelé à la Chambre des Communes, à Londres, que la France reste le bouclier de l'Europe, y compris les îles britanniques. Il est clair que des questions d'intérêts menacent de briser les alliances sacrées nées de l'épreuve commune subie en 1914. En Autriche, on parle du prochain du petit-fils de feu François-Joseph. Tous les pays voisins ne voient pas ce mouvement de restauration d'un bon oeil. Les dépêches disent que l'armée tchéco-slovaque se masse sur la frontière autrichienne, prête à protester par les armes (en dépit de tous les pactes) contre cette menace à sa liberté. D'un autre côté, l'Italie semble favorable à une concession monarchique à un pays qui a su si fermement repousser le péril socialiste et communiste. Sous la dictée de Londres, le parlement de Genève sera peut-être bientôt forcé de protester contre un acte audacieux qui provoquerait une réaction militaire près de l'endroit qui vit éclater le dernier conflit. Et tous les pays britanniques qui auront reconnu la Ligue des Nations comme la gardienne de l'idéal de la paix seront invités à soutenir la politique anglaise avec toutes les conséquences que cette intrusion dans les affaires de l'Europe peut entraîner. Voilà qui peut donner à réfléchir à nos hommes publics, ceux qui exercent aujourd'hui le pouvoir, et ceux qui l'exerceront demain.

Se trouvant, dans son île, en dehors des grandes routes d'invasion, l'Angleterre a toujours pratiqué, sur le Continent, le « divide et impera ». Mêlée à tous les conflits, mais toujours à titre d'alliée et sans jamais y exposer son territoire, elle a toujours voulu jouer le rôle d'arbitre dans les négociations de traités; cherchant à empêcher que le vainqueur n'écrasât définitivement le vaincu, elle se tournait vite du côté du plus faible pour l'aider à relever et à devenir rapidement une menace pour le plus fort et empêcher celui-ci de s'ombrager à la puissance britannique.

minence inquiète l'Événement se produit, l'Angleterre, avec son faux air d'ange gardien de l'Europe, et la Société des Nations, en multipliant les contacts entre ennemis, n'auront pas contribué à le provoquer. Et, comme dit l'Événement, nous serons ensuite invités à soutenir la politique anglaise, et à payer les pots cassés après avoir tiré les marrons du feu.

Le français dans la Confédération

M. Edouard Belleau écrit à la CHRONIQUE du 3 mars:

Il n'y a qu'un seul sous-ministre canadien-français à Ottawa à l'heure actuelle! Et nous formons un tiers de la population du pays! Nous avons des sous-ministres canadiens-français aux postes et à la marine et ces postes sont maintenant vacants. Aurons-nous assez de patriotisme pour écrire à l'honorable premier ministre, monsieur Bennett, de qui relèvent ces nominations, pour lui demander de rendre justice à notre race en nommant deux des nôtres à ces postes? Le premier ministre a le privilège exclusif de faire ces nominations; il nommera des Canadiens-Français si le sentiment national est assez fort chez nous pour faire bloc et si l'expression de ce sentiment se rend jusqu'à lui sous forme de milliers de lettres ou de résolutions.

A nous donc d'agir sans retard si nous ne voulons pas voir notre influence continuer à diminuer au point de se résumer avant longtemps à zéro. Écrivons, pétitionnons, faisons agir nos députés et ne négligeons aucun moyen légitime de faire valoir nos droits. Si nous n'y réussissons pas, il y aura réellement lieu de se demander si tout un passé de misères et de luttes n'a plus aucune signification pour la génération présente.

Ecrire, pétitionner, cela peut paraître futile, enfantin, platonique à certaines gens, mais il ne faut pas oublier qu'au gouvernement fédéral l'esprit est anglais. Dans ce milieu, l'action énergique de quelques hommes influents, appuyée sur des milliers de lettres et de pétitions venant d'un peu partout, peut être très efficace. N'est-ce pas de cette façon que des leagues de toute sorte ont obtenu les concessions les plus inattendues pour les émigrants, les prisonniers et les animaux? N'est-ce pas d'après le nombre de lettres qu'ils reçoivent que les maîtres de la radio établissent le niveau moyen de leurs programmes. Il est grand temps de savoir si nous pouvons encore obtenir justice pour le français alors que nous formons encore un tiers de la population. Si nous ne pouvons l'obtenir maintenant, que pourrions-nous espérer lorsque l'immigration aura fait de nous une fraction de moins en moins importante de la population?

Le danger de l'impôt

Du NOUVELISTE du 5 mars:

On sait que la ville de Montréal veut taper de nouvelles sources de revenu. Le propriétaire se rebiffe. Il soutient avec raison que le fardeau pèse déjà trop sur ses épaules. Le premier ministre a suggéré au conseil de Montréal d'imposer une taxe sur les loca-

rien comprendre et sans tenir compte des circonstances de temps ni de lieu.

S'efforcera de toujours appeler un chat un chat. Osera, à l'occasion, appeler le fripon par son nom. — Le directeur de l'ORDRE a acquis en ces matières quelque expérience. Il sait que, la plupart du temps, le journaliste évite les personnalités non par charité ou par bonne éducation, mais par lâcheté. Devant certaines candidatures ou fonctions publiques, il n'hésitera pas à demander au candidat s'il a des moyens d'existence visibles et avouables. Il niera hardiment à des déclassés, incapables de gagner honnêtement par eux-mêmes \$1000 par année, le droit de gérer au nom des contribuables un budget de 40 à 50 millions, par exemple. Que ses lecteurs aient assez de sens civique pour le secourir, et il prendra volontiers les initiatives nécessaires pour faire envoyer en prison quelques-uns des fripons auxquels le « noble et intelligent électeur » a jusqu'ici coupé le cou avec le bulletin de vote, quand il ne leur tressait pas des couronnes.

Réunira, sous la direction d'un journaliste d'expérience, un groupe d'hommes jeunes, enthousiastes, relativement instruits, indépendants des partis politiques, traditionalistes de tempérament et d'éducation, mais dégagés des influences de coterie qui menacent de stériliser et d'avilir la vie intellectuelle du Canada français tout en prétendant l'élever. — En notre pays, l'indépendance d'esprit n'est pas ordinairement le propre des hommes d'âge mûr. Ceux-ci sont pour la plupart d'une culture médiocre. Même indépendants et cultivés, ils sont en général, dans leurs écrits, mortellement ennuyeux. Le directeur de l'ORDRE a choisi comme collaborateurs des jeunes gens plus mûrs et plus instruits que leur âge, n'ayant jamais appartenu aux partis politiques, d'esprit foncièrement national, mais libérés des niaiseries admirations pour la routine, le conventionnel et le « gnan-gnan ».

Consacrera la moitié de son espace aux questions canadiennes; le reste à la reproduction d'articles de la presse française, belge, suisse, balkanique, exprimant d'autres points de vue, sur les choses du monde, que ceux de la presse anglo-saxonne. Sera un devoir de dénoncer l'hyprocritisme ou américanisme, la canaillerie de grande allemande. — L'ORDRE n'acceptera proprement parler un journaliste ni fait-divers. Il verra cependant connaître au public canadien les faits et gestes de la vie internationale ou même en les

les faits supprimés ou dénaturés par les propagandes anglaise, américaine et germanique, avec le concours « d'hommes d'état » ahuris et de journalistes bornés ou malhonnêtes. Dès le début, il prouvera par des documents que l'espèce de propagande antisémitique qui se poursuit chez nous (car il peut y avoir des antisémites honnêtes, bien qu'ils soient rares) est l'oeuvre de canailles.

Devrait fournir chaque jour trois heures de lecture propre à intéresser le soir même le matin, le lendemain comme le jour même. — Si la formule de l'ORDRE ne convient guère au lecteur qui désire savoir heure par heure tout ce qui se passe dans le monde, elle sera précieuse à quiconque se soucie moins de tout savoir que de penser droit. Trois heures après sa publication, le journal de pure information, en nos pays, n'a plus aucune actualité: la rédaction de l'ORDRE sera encore d'actualité plusieurs jours après l'apparition du journal, ce qui permettra aux gens peu fortunés de s'y mettre à plusieurs pour s'abonner.

Dans le domaine des choses canadiennes, y compris le théâtre, le cinéma, les lettres en général, le sport (oui, le sport!), fera une guerre loyale mais sans merci aux bourreaux de crâne. A cette fin, s'abstiendra d'accepter les entrées de faveur, quoi qu'il en coûte sur ce point à la caisse du journal et à la nature tout humaine de ses rédacteurs. Non qu'il veuille le faire à la vertu, mais parce que, du premier au dernier, ses rédacteurs voudraient pouvoir, dans l'éloge comme dans le blâme, parler librement. — L'espèce de cloison étanche qui règne aujourd'hui dans la plupart des journaux entre la Rédaction et l'Administration (mettons des majuscules, l'occasion en vaut la peine) n'existera pas à l'ORDRE. La Direction accepte d'avance la responsabilité de tout ce qui paraîtra dans le journal et dont elle aura pu humainement prendre connaissance. Sans faire à la prudence ou au scrupule des sacrifices qui ne seraient d'ailleurs pas dans ses goûts, nulle convention, nulle faveur, ni lui fera publier ce qu'elle estimera contraire à la morale, au bon goût ou à la vérité. Dans le Canada français comme partout ailleurs, la critique littéraire, théâtrale, artistique, cinématographique, tend à devenir complaisante, parfois vénielle. Le sport est plus que jamais un business méthodiquement organisé et dirigé par des faiseurs. Dans tous ces domaines, l'ORDRE ne saurait à lui seul faire

Thiédale, chausserie et confection pour 335 est, S. Catherine, a gagné le cœur de ses clients toujours grandissant et vous le prouve par le bon goût et le bon marché de sa marchandise. (r)

taires, en laissant cependant de petits propriétaires.

Que vaudra l'idée dans la pratique? On a fait observer au premier ministre que les gros locataires trouveraient moyen d'y échapper soit par une déduction ou en résidant en dehors des frontières de la ville. Pour que pareil système fut efficace, il lui faudrait s'appliquer à toutes les villes de l'île.

Le chef de l'opposition a souligné que Trois-Rivières est longtemps une taxe frappant le locataire, mais que ce système donna de si médiocres résultats qu'on dut un jour le rappeler. Cette taxe du locataire n'était règle générale aux Trois-Rivières acquittée que par les meilleurs locataires. Les passants y échappaient le jour où ils allaient vivre dans une autre ville.

On impose le propriétaire: c'est le locataire qui paye en subissant une augmentation du prix de son loyer, et toutes ses contributions à la caisse municipale (fourniture de l'eau, etc.) se trouvent automatiquement augmentées. Si, de surcroît, on impose directement le locataire, il ne lui restera plus qu'une ressource: aller vivre hors de Montréal, et même hors de l'île, dans une petite ville où la municipalité rendra la vie possible aux locataires; il est si facile et si peu coûteux d'habiter à trente milles de Montréal et d'y venir travailler tous les jours. Mais l'ouvrier, lui, devra rester en ville, et c'est lui qui écopera en définitive. A moins qu'on ne taxe le travail des gens qui n'habitent pas Montréal. Mais alors, si l'on va trop loin, ce sera l'exode de l'industrie des bureaux que les petites villes accueilleraient avec plaisir. Saint-Jean et d'autres villes de la région montréalaise sont déjà peuplées d'industries qui ont fui la métropole. Quand s'avèrera-t-on qu'il y a une limite à l'impôt?

Notre directeur

Le nouveau rédacteur-en-chef du CANADA. M. Edmond Turcotte, commentait en ces termes, le samedi 3 mars, le départ de M. Asselin, qui venait de quitter ce journal pour fonder l'ORDRE:

Celui qui pendant trois années et demie fut notre directeur, M. Olivar Asselin, nous a quittés cette semaine, « de nouveau séduit, comme il l'a dit, par une entreprise de jeunesse ».

Les abonnés du Canada ont lu le dernier article où il prenait congé d'eux, de la direction du journal et de son personnel. Il continuait de s'y montrer tel que le public et encore bien davantage ses intimes l'ont toujours connu: sincère, indépendant, jaloux de son franc-parler, mais juste pour les autres comme pour lui-même, plein de gratitude pour les collaborateurs honnêtes et laborieux, profondément sensible à la moindre marque de franchise et de loyauté.

M. Asselin a rendu à la direction du Canada le témoignage de l'avoir toujours considéré comme un homme libre. Venant d'un homme tel que lui, d'un homme dont on connaît la farouche intransigeance pour tout ce que son patriotisme ardent et clairvoyant lui montre comme étant la voie de la vérité et de l'honneur, l'hommage est sans prix.

Notre ancien directeur ne s'est pas trompé en disant que tout le monde, dans notre maison, lui était profondément attaché. Pendant les années de son passage à la direction du Canada il sut s'entourer de collaborateurs fidèles. Le départ du chef crée chez eux un vide qu'ils ne pourront jamais combler. Tout

qu'il leur est permis de souhaiter, c'est d'avoir réussi à profiter des leçons qu'il leur a données sur le travail incessant, du soin de l'article bien fait et de la phrase bien française, de l'originalité et de la clarté de la pensée, d'une grande droiture et d'une scrupuleuse probité dans les polémiques même les plus âpres.

M. Asselin n'est plus au Canada. Mais ceux qui le remplacent s'efforceront de faire en sorte que son passage parmi eux n'ait pas été vain. Ils joignent leurs vœux à ceux de la direction pour le succès de l'entreprise nouvelle où son destin l'appelle.

M. Turcotte fut justement un de ces collaborateurs honnêtes et laborieux dont M. Asselin s'est plu à reconnaître la franchise et la loyauté; il fut pour ses confrères un excellent camarade. En le remerçant des vœux qu'il exprime pour l'entreprise nouvelle de M. Asselin, nous lui souhaitons plein succès dans la lourde tâche qu'il vient d'accepter.

Jeu dangereux

Après avoir fait la part des abus réels et des abus imaginaires dont les bûcherons étaient victimes et après avoir expliqué la loi par laquelle l'Etat provincial entend éviter autant que possible ces abus, le SOLEIL du 3 mars écrit:

Dans un territoire forestier aussi vaste que le nôtre, il faudrait un officier du gouvernement présent à chaque « camp » pour empêcher l'exploitation de l'homme. Tout ce que pouvait faire l'autorité était d'imposer des conditions de règlements aux compagnies. Si on viole ceux-ci, il faut d'abord faire enquête et agir suivant les révélations de cette enquête. On en a agi ainsi. La loi Mercier le prouve suffisamment.

C'est pourquoi l'attitude de M. Duplessis, chargeant le gouvernement de tous les péchés d'Israël, nous étonne. On traite ici d'un sujet où il est très facile de glisser dans la démagogie. Un député, par désir de plaire à une classe, n'a qu'à tonner contre un ministre et à verser des larmes sur les misères réelles ou imaginaires. Rien de plus aisé. Rien aussi de plus dangereux, de plus malsain.

Lorsqu'il s'agit de soulager une classe des misères dont elle souffre ou dont elle croit souffrir, les partis politiques sont généralement d'accord sur l'opportunité de légiférer à ce sujet. C'est sur les moyens à prendre que renaissent les divergences systématiques. Je n'entreprendrai pas ici une étude critique de la loi Mercier, mais je constate que M. Duplessis, comme chef de l'Opposition, se croyait obligé de critiquer cette loi, quelle qu'elle fût; il y a à parier cent contre un que si le parti conservateur avait siégé à droite et le parti libéral à gauche, le projet de loi soumis au Parlement n'eût guère été différent du projet Mercier et que le parti libéral, parce que dans l'opposition, n'eût pas hésité davantage à renouer tous les arguments que la démagogie pouvait lui inspirer contre cette loi. Ainsi le veut le jeu des partis en régime parlementaire.

«L'utilité d'un roi»

Sous ce titre, Edm. R. commente, à la GAZETTE DE LAUZANNE du 22 février, la mort tragique du roi des Belges. Il y trouve l'occasion de s'élever à des idées générales sur le thème dont il a fait son titre:

On admet volontiers que les rois d'aujourd'hui n'ont plus qu'un rôle décoratif. C'est exagéré. Dans tout conseil ou comité restreint le membre permanent, s'il y en a un, jouit d'une haute considération; on raison de son expérience il est abondamment consulté. Et si ce membre est un roi, entouré de déférence, dont l'avis est respectueusement requis sur toutes choses, il ne tient qu'à lui d'exercer une puissante influence sur les événements. Le tout est d'y mettre de la prudence et du tact.

Albert Ier a admirablement rempli son rôle. « Il a rempli une grande page d'histoire ». Si la guerre nous a révélé Albert Ier, il n'est pas inopportun de connaître le grand rôle politique qu'il a joué en Belgique, rôle que rappelle le journal suisse. La Belgique est un petit pays surpeuplé et dont la population est surtout ouvrière; ce fait offrait un terrain éminemment propice à la propagande rouge et aux apôtres de la lutte des classes. Cela rendait extrêmement délicate l'action du roi, et il faut dire à sa gloire qu'il a su empêcher que certaines expériences politiques hasardeuses ne fussent dévastatrices pour son pays. Il s'est lui-même défini d'un mot dans une conversation que rapporte Edm. R.:

Il voulait une sollicitude extrême aux classes travailleuses et s'efforçait, dans toute la mesure de ses moyens, d'améliorer leur sort: « Je ne suis pas un roi de gauche, disaient-il à un journaliste français, mais je tiens à défendre mes ouvriers belges contre la finance internationale ». Il s'employait, avec une profonde connaissance des hommes et un ardent désir de conciliation, à rapprocher les partis, à les faire collaborer à l'oeuvre commune de progrès et de bien.

Ce qui facilitait sa tâche, c'est qu'il représentait une force morale que tout le monde reconnaissait; il jouissait d'un prestige immense; dans cette Belgique si agitée chacun lui rendait justice, chacun s'inclinait devant lui.

Prestige personnel et continuité de l'institution monarchique, voilà ce qui a pu faire un grand peuple de la population d'un petit pays.

La Révolution de février

Les émeutes dont Paris a été le théâtre, il y a un mois, ont soulevé au Canada français un très grand intérêt. On sait que la censure nous a empêchés de connaître bien des détails et la portée réelle de ces événements, véritable commencement d'une révolution qui n'est probablement pas terminée. Ce que la censure a permis aux agences de nouvelles de faire connaître à l'étranger devait inévitablement être tendancieux, sinon inspiré.

Les journaux parisiens qui nous sont parvenus depuis un mois nous ont montré à quel point nous avons raison de nous méfier des dépêches que les agences font parvenir aux journaux qui, pour ces services, paient très cher. En pays étranger, une agence doit forcément se ménager les bonnes grâces de l'administration, faute de quoi elle peut se voir couper ses principales sources d'information et même recevoir l'invitation de fermer ses bureaux; et puis elle suit, à son insu peut-être, l'influence de la grande presse d'information, à peu près toujours officieuse, et dont elle se contente le plus souvent de reproduire

ou résumer les nouvelles.

Dans ce cas, il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le public canadien ait toujours été si peu et si mal renseigné sur les courants de l'opinion française hostiles au régime républicain. Les quelques canadiens, journalistes ou non, qui connaissaient l'importance du mouvement royaliste ne pouvaient être pris au sérieux quand ils en parlaient, tant la grande presse d'information, canadienne comme française, ainsi que les agences qui l'alimentent, avait depuis longtemps endormi les esprits dans l'idée que l'opinion antidémocratique n'était pas répandue au delà d'un petit cercle d'intellectuels et d'aristocrates d'un autre âge qui ruminaient leur bile et s'admiraient en rond.

Les événements de février ont montré la force du courant royaliste et laissé stupéfaits les gens « qui ne s'en doutaient pas ». Il a bien fallu, devant l'évidence, que les agences nous apprennent que le régime républicain avait tremblé. Mais avec quelle parcimonie on nous transmettait les nouvelles favorables aux royalistes et avec quel empressement on nous câblait celles de leur répression! Un soir, on nous annonce à grand fracas l'arrestation de Charles Maurras, directeur de l'ACTION FRANÇAISE, mais aucune dépêche ultérieure n'est venue corriger cet écho trop épressé à un rumeur sans fondement. Pourtant il aurait suffi de jeter les yeux sur un quotidien de Paris pour s'en rendre compte, comme nous avons pu le faire facilement nous-même avec le retard que met la courrier à nous apporter les journaux.

Des « informations », écrit l'Action Française, parties du ministère de l'Intérieur — assurées, dans cette Belgique si agitée, par l'Agence Havas et certains journaux, annonçaient l'arrestation de Charles Maurras.

On verra, sans doute, ces informations reproduites dans des journaux parisiens. Le certain, c'est qu'elles ont été publiées dans les éditions de province de deux grands quotidiens, pour le moins (comme aussi dans la presse étrangère).

Le « métier » primordial du journaliste, c'est le devoir de contrôle...

C'est aussi le devoir des agences, et l'honnêteté élémentaire demande qu'on corrige les erreurs qu'on a diffusées d'un bout à l'autre du monde. Cela dit de la valeur de l'information des agences sur des événements politiques de cette importance, nous ajournons à lundi. Nous continuerons ainsi, pendant quelques jours, sous le sous-titre : La Révolution de février, à donner leur couleur véritable aux émeutes de Paris et à la répression violente commandée par des politiciens aux abois.

Georges LANGLOIS

La Maison Dupuis Frères Limitée célébrera son 66e anniversaire lundi 12 mars. C'est le plus grand événement commercial de l'année. On verra de partout, par train, par autobus, par tramways, par automobile et même à pied, pour y assister.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

L'égalité porte ses fruits

Ce qu'il y a de plus clair, dans le mémoire anglais comme dans le mémoire italien, c'est que Ramsay MacDonald se rencontre avec Mussolini pour accorder à Hitler ce que l'Allemagne a déjà pris.

On peut inventer toutes les combinaisons de contrôle et de garantie que l'on voudra, il reste que la limitation des armements se traduit par le résultat que l'on avait d'abord jugé, même à Londres, impossible et scandaleux, c'est-à-dire l'augmentation des forces militaires allemandes. Cependant, pour augmenter ses forces, l'Allemagne, avant et depuis Hitler, n'a jamais demandé l'autorisation de personne et personne ne lui a demandé de comptes. C'est donc une partie que l'on donne gagnée aux violents. L'exemple est immoral. Il est mauvais.

Les vainqueurs de 1918 font des concessions au militarisme prussien après avoir ameuté le monde contre lui. C'est peut-être parce que, depuis l'unification du Reich, il n'y a plus de Prusse? Ce n'est pas nous qui plaignons. Ce sont ces palliatives qui ne sont pas sérieuses.

Mais les conséquences pratiques sortent des concessions de principe. De l'égalité ou partie des droits, le mémoire anglais déduit, comme le mémoire italien, l'égalité des armements. Et qui avait consenti à la Gleichberechtigung comme à une affaire de pure forme? Le gouvernement français lui-même. On s'aperçoit maintenant que la forme n'a pas tardé à devenir impure.

Encore, s'arrêtera-t-on là? Est-on bien sûr d'avoir compris toute la portée du mot composé, à la façon germanique, dont aucune traduction exacte n'est possible puisque les Allemands ne reconnaissent pas leur pensée dans les traductions approximatives que peuvent en donner les langues étrangères.

Une limitation des armements qui augmente les moyens militaires de l'Allemagne ne laisse guère d'espoir de limiter le sens et les exceptions de la Gleichberechtigung. La parité est déjà allée loin. Inévitablement, elle ira plus loin encore.

L'Italie fasciste a émis une série de beaux timbres-poste qui ont pour devise quelques-uns des vers les plus nationalistes de Virgile. Que dirait-on d'un timbre allemand qui offrirait ce fragment d'Énéide adossé d'une image de Germains en marche vers les rives du Pô: «Et non fas extera quœreret regna? Qui non sedit perennis, à nous aussi, de chercher des terres au dehors. Voilà la parité véritable. Car aucun pays n'a jamais voulu posséder des soldats et des armes uniquement pour le plaisir d'en avoir plus que les autres. Quand ce n'est pas pour défendre ce qu'il a, c'est pour prendre ce qu'on les voisins. Or, personne n'a envie de prendre quoi que ce soit à l'Allemagne. Alors il faut conclure que M. Mussolini, regardé par nous comme un réaliste jusqu'à preuve du contraire, ne veut pas voir, ou bien qu'il voit autre chose que ce qu'il voudrait. — J. B.

L'Action française

Chez Stien. Restaurant français. Excellente cuisine bourgeoise. Repas à 60 sous. Nombreux plats à la carte. Vins au verre et en bouteilles. Salons privés. 505 est, rue Dorchest. Tél.: PL 9704. (r)

La Bulgarie et le pacte balkanique

Encore qu'elle ne soit apparue dans la presse et dans le vocabulaire des chancelleries que depuis un temps relativement court, on ne sait plus trop, à l'heure actuelle, à quel point la formule du « pacte balkanique ».

Si la genèse du projet n'apparaît point, jusqu'à ce jour, très facile à retracer, son économie n'a guère été mieux précisée. Ce que l'on en sait en gros, c'est en premier lieu qu'il vise à constituer un bloc des puissances balkaniques s'engageant toutes à respecter l'état de choses existant par les traités; en second lieu — et ce deuxième point est déduit, à vrai dire, du premier par voie de conséquence immédiate et logique — que l'Etat des Balkans le moins disposé à conclure pareil engagement, c'est la Bulgarie, puisque l'actuel état de choses a été constitué à ses dépens.

Enfin, d'aucuns laissent entendre que, s'il est impossible d'amener promptement la Bulgarie à participer à ce pacte balkanique, les autres Etats le concluront sans elle, tout en lui laissant la faculté de se joindre à eux, le jour où bon lui semblera. Bien entendu, l'activité récemment déployée par la diplomatie hellène a été interprétée à la Sofia comme un effort décisif pour donner à ce projet, jusqu'alors promis à une assez lointaine échéance, une prochaine et concrète conclusion. Et, bien qu'à notre connaissance, en dehors de certaines conversations assez vagues, les dirigeants bulgares n'aient pas, jusqu'à ce jour, été invités à donner leur approbation à un projet de pacte précis et dûment rédigé, la presse et l'opinion ne s'en sont pas moins cabrées et ont multiplié, au cours des deux dernières semaines, les objections à la conclusion, par la Bulgarie, de semblable engagement.

Si l'on veut résumer, de la façon la plus objective, les griefs formulés par l'opinion bulgare à l'endroit du pacte balkanique, il convient de dire à peu près ceci: « Un pacte nous obligeant à reconnaître de façon inamovible et définitive l'état de choses actuel nous apparaît comme une véritable capitulation. Il ne nous apporte, du moins sous sa forme présumée, aucune espèce de compensation. Bien plus, il aggrave notre situation, car il met fin à l'espoir, entretenu par nous, de voir se réaliser une modifica-

tion pacifique de la conjoncture actuelle, modification dont l'article 19 du Pacte de la Société des Nations nous semble avoir admis l'éventualité. Par ailleurs, qu'on ne nous prête pas d'intentions agressives. Nous signons même, si besoin est, des pactes de non-agression avec tous nos voisins. Mais qu'on ne nous oblige pas à entrer, de nos propres mains, les espoirs que notre peuple nourrit encore ».

Nous savons parfaitement quelles objections peuvent être faites à cette thèse, quelles suspensions elle peut faire naître chez beaucoup, et même quel exemple éblouissant d'un renoncement presque aussi coûteux a été donné par l'un des voisins de la Bulgarie. Mais qui voudra faire oeuvre d'informateur objectif ne pourra ni taire ni sous-estimer cet état actuel de l'opinion bulgare, ce fait psychologique devant lequel des combinaisons trop abstraites et trop théoriques risqueraient d'échouer.

Quant à la possibilité de voir se constituer, sans elle, le bloc balkanique, il semble que la Bulgarie n'envisage pas qu'elle soit de nature à rendre sa position ensemblement plus critique. Il semble aussi que, à tort ou à raison, elle doute qu'on s'efforce sérieusement de le réaliser sans elle. Elle persiste à croire — et là, non sans quelque raison — que le rapprochement balkanique se fera non pas tout d'un coup, mais par étapes, et que la première de ces étapes, la plus importante, ce sera le rapprochement bulgaro-yougoslave. De là à laisser entendre que ce rapprochement ne peut être que compromis par la hâte mise à faire aboutir une opération de plus grande envergure, il n'y a qu'un pas, que bien des Bulgares auront vite franchi. Quant à soupçonner la Grèce de voir d'un mauvais oeil la bonne entente qui risque de s'affermir entre Belgrade et Sofia, nul ne s'en prive. Aussi les difficultés de réalisation du pacte balkanique s'avèrent-elles, du moins à Sofia, particulièrement ardues. Peut-être les intentions des délégués de la Petite Entente à Zagreb, et les échanges de vues entre les souverains bulgare et roumain et leurs ministères responsables, à Bucarest et à Sofia, apporteront-ils des éléments plus favorables à la solution de ce délicat problème.

(L'Europe centrale)

LA PENSÉE ÉTRANGÈRE

Questions militaires et navales

On ne peut nier à Wells son don remarquable de prévision scientifique. Tout récemment, il écrivait une nouvelle insérée dans son livre «The Shape of Things to Come» dans laquelle il décrivait, brillamment du reste, ce que serait la guerre de 1940.

Si nous redescendons dans le domaine du réel, nous ne nous laisserons pas éblouir outre mesure par les prédictions de Wells. Il y a loin de l'imagination à la réalité et, en examinant de près le problème de l'aviation et celui du sous-marin, on constate un réconfortant paradoxe: les perfectionnements de la science ont diminué la puissance offensive des deux engins. L'aviation et le sous-marin joueront un moindre rôle dans la guerre future.

Pour ce qui est de l'aviation, il est reconnu que l'on ne pourra pas l'empêcher de survoler un territoire quelconque, même très éloigné du point de départ. Il n'existe aucune muraille contre une escadrille, ce qui permet les représailles, arme puissante quand on sait s'en servir. La puissance d'attaque de l'aviation se trouve de ce fait diminuée dans de fortes proportions, tandis que pendant la guerre de 1914, les nations belligères avaient des appareils d'une valeur très variable, dont tous n'étaient pas capables d'entreprendre des bombardements utiles à longue distance.

D'autre part, le système de repérage par le son est tellement perfectionné, qu'un avion à 20.000 pieds peut être pris en fourchettes avec une approximation telle qu'il a peu de chances de s'en tirer indemne. L'augmentation de la vitesse et de la portée du tir a changé complètement le problème: l'aviation n'est plus protégée par la distance, ni par sa rapidité. Joignez le perfectionnement remarquable des défenses accessoires, et quelques autres considérations qu'il serait trop long d'exposer ici. La possibilité de riposte permettra de neutraliser, en partie du moins, l'emploi des gaz et des cultures microbiennes. Somme toute, l'aviation restera dangereuse, très dangereuse même, mais sera probablement affectée à une besogne purement militaire de chasse et de reconnaissance. Il est très vraisemblable que son action comme moyen de bombardement sera diminuée plutôt qu'augmentée.

Il faudrait, pour que l'aviation devint la principale arme de combat dans l'avenir, qu'il pût atteindre à des hauteurs auxquelles l'homme ne résiste plus, physiologiquement, et les difficultés à surmonter dans ce domaine sont infiniment trop sérieuses pour que l'on puisse envisager d'ici de nombreuses années un vol normal à 30.000 pieds.

La puissance de l'aviation résidera donc beaucoup plus dans la faiblesse de l'adversaire que dans ses moyens d'action propres. Pour ce qui est du sous-marin, sa situation est encore devenue plus défavorable. Les perfectionnements apportés depuis la guerre dans le système de défense sont tels que les techniciens ne considèrent plus le sous-marin comme un instrument auxiliaire dans une guerre navale. Seuls les politiciens s'accrochent encore à des formules primées, des raccourcis inexactes, pour défendre à tout prix le sous-marin et surtout ses généreux constructeurs. — A. R. H.

L'Action française

Chez Stien. Restaurant français. Excellente cuisine bourgeoise. Repas à 60 sous. Nombreux plats à la carte. Vins au verre et en bouteilles. Salons privés. 505 est, rue Dorchest. Tél.: PL 9704. (r)

Impressions d'un témoin

Nuit d'émeute à Paris

Stendhal a décrit la bataille de Waterloo dans la *Chartreuse de Parme*, et on lui a parfois reproché de n'avoir donné qu'une vue fragmentaire de l'action. C'est que Stendhal n'a parlé que de ce qu'il a vu de son poste de fantassin, et n'a pas prétendu décrire l'ensemble de la bataille. De sorte que son Waterloo semble un échouffouré. Mais sa bataille est vraie quant à lui. Un historien dans son cabinet de travail, muni de tous les renseignements et documents, peut reconstituer une bataille, la voir du début à la fin. Un témoin ne sait que ce qu'il a vu.

Des hommes qui ont pris part à la bataille de la Marne m'ont dit n'en avoir presque rien vu, sauf les détails qui les concernent. Ces détails sont des marches et contremarches, mouvements de repli et mouvements en avant, blessures reçues, camarades fauchés par la mort, émotions violentes. Quant à l'ensemble, les héros de la Marne qui en sont revenus vivants ne l'ont connu que dans les récits de M. Madelin, qui n'y était pas.

J'ai assisté à l'émeute du 6 février dernier à Paris. Je ne veux dire ici que ce que j'en ai vu. Les mouvements de foule, les charges de cavalerie et d'agents de police se sont produits simultanément sur plusieurs points de la ville. De la place du Châtelet au Rond-Point des Champs-Élysées, du Pont de la Concorde à la rue Royale et aux grands Boulevards, il y a eu, à la même minute, de tragiques événements. Je veux, comme Fabrice dit Dongo, ne parler que de ce que mes yeux ont vu.

Toute la journée du 6 février, la population parisienne avait été fort calme. Passant sur le boulevard des Capucines, à midi, je m'arrêtai comme tout le monde devant les proclamations des Anciens Combattants et des Croix de Feu, affichées sur la palissade d'un immeuble en construction. Ces sociétés annoncent une manifestation pour le soir. Les passants lisent cela en faisant des réflexions peu aimables à l'adresse du gouvernement socialiste Daladier. On plaist beaucoup au sujet du remplacement du directeur de la Comédie-Française, victime innocente de l'affaire Stavisky.

Beaucoup de gens lisent l'*Action Française* dans les autobus, dans le métro. Les royalistes annoncent également une manifestation pour la soirée. Mais tout cela est presque quotidien depuis deux semaines. Il y a quelque jour, j'ai assisté à des bagarres sur la rive gauche. Des agents arrêtaient des camelots du roi boulevard Saint-Germain. J'avais même dû me réfugier un instant sous une porte cochère pour laisser passer une charge de cavalerie qui déblayait la rue. Les choses n'iront peut-être pas plus mal ce soir. D'ailleurs, le gouvernement annonce qu'il a pris ses mesures pour empêcher tout mouvement sérieux, royaliste ou communiste. Sur les boulevards, des ouvriers municipaux enlèvent les plaques de fonte qui entourent les arbres. Mesures préventives, car ces plaques de fonte sont des armes faibles pour les manifestants.

On avait annoncé que la Chambre des Députés et les ministères allaient être gardés par des régiments de Sénégalais. Mais les journaux de midi contiennent tout un démenti du ministre de l'Intérieur Frot quant aux troupes coloniales. D'ailleurs, les manifestations s'annoncent purement pacifiques, et ne veulent être qu'une protestation contre les derniers gouvernements.

A huit heures du soir, un ami me téléphone et m'offre de m'emmener en ville dans son auto voir ce qui se passe. La curiosité me fait accepter.

Du tranquille et lointain quartier d'Auteuil à l'Étoile, on a l'impression d'une ville morte. La grève des taxis fait un désert des voies généralement les plus animées.

Plus soigneux de son auto que de sa peau, mon camarade va mettre sa voiture à l'abri dans un garage de l'Avenue de la Grande Armée, et nous descendons à pied l'Avenue des Champs-Élysées.

Au Rond-Point, des groupes de gens entourent les fontaines, encombrent les trottoirs. Tout le monde regarde vers la Concorde. Là-bas, la place immense où se dresse l'obélisque est illuminée comme d'habitude. A l'entrée des Champs-Élysées, se dressent les chevaux de Marly, immobiles et cabrés sur leur socle de pierre. La perspective grandiose est entourée par la masse des arbres.

Malgré la distance, j'aperçois de bizarres mouvements sur la place de la Concorde. Mais je vois bientôt que ce que j'ai pris pour des groupes d'autos qui passent rapidement sont des charges de cavalerie.

« Quelqu'un dit près de moi: « Il y a de la troupe sur le pont de la Concorde. » J'entends crier: « Prenez garde, les agents vont charger par ici. » Mon camarade me saisit par le bras et nous courons sous les arbres des Champs-Élysées, vers le Cours-la-Reine. Près du Petit Palais, nous sommes arrêtés par un barrage de police qui nous renvoie vers l'Avenue de Marigny, laquelle est barrée par des agents qui nous rabattent vers la rue Boissy d'Anglas. Je me trouve alors au bord de la place de la Concorde. Machinalement, je regarde l'heure à mon poignet. Dix heures.

La place est vide, complètement vide, immense et claire. Des gens, massés sous les arcades du ministère de la Marine et de l'hôtel Crillon, regardent, comme moi, ce vide. Vers le pont de la Concorde, des soldats à cheval se tiennent en une masse compacte et regardent aussi le vide de la place. Il me semble tout-à-coup être au bord d'un lieu magique, infranchissable.

Tout-à-coup, de la rue de Rivoli et de la rue Royale, deux groupes de manifestants débouchent et s'engagent sur la place qu'ils traversent jusqu'au second bassin. J'entends des cris et un martèlement de sabots. La cavalerie charge. Devant la grille des Tuileries, un autobus en feu éclaire sinistrement cette scène atroce. Un clairon se fait entendre parfois tous les bruits éparpillés. Pendant quelques secondes, la place est balayée de coups de fusil. Sous les arbres des Champs-Élysées, les gens qui m'entourent reculent. Nous sommes poussés vers l'ambassade américaine. Je vois des flammes et de la fumée au rez-de-chaussée du ministère de la Marine.

Les agents, à coups de bâton, nous refoulent brutalement. Mon camarade et moi, réfugiés sous les arcades de l'hôtel Crillon, nous voyons les manifestants sur la place plier et fuir sous le choc des gardes mobiles à cheval. Des gens tombent pour ne plus se relever. Les chevaux et les hommes piétinent les blessés. A cet instant, l'émeute sur la place prend des proportions

folles. On se massacre là à coups de revolvers et de matraques. C'est peut-être celui des combats de la nuit qui a fait le plus de morts et de blessés.

Nous montons en courant la rue Boissy d'Anglas et allons nous réfugier rue Royale, au café Weber. Et c'est dans ce café que je pus mesurer davantage l'horreur du drame.

Sur les banquettes de cuir, sur les tables rapprochées, sont couchés des hommes blessés, fronts ouverts, figures en sang, mâchoires fracassées. Des serviettes de table et des nappes déchirées servent aux pansements sommaires que des médecins appliquent en hâte. Les diners et les garçons de café, pris en pleine émeute de la rue, ont improvisé ici un hôpital. Des femmes élégantes, en robe du soir, aident les médecins à porter secours aux blessés. Il y a là des centaines de blessés. Deux d'entre eux viennent d'expirer... Je n'ai jamais vu un café aussi tragique!

« Les gardes mobiles et les soldats ont tiré sur nous », me dit un homme qui, près de moi, s'appuie au mur. Il est pâle et ses traits sont tirés comme par une fatigue abominable. Son paletot est couvert de boue et de sang, une manche est déchirée. Il porte au revers le double liseré de la médaille militaire et de la Légion d'honneur.

Dans la rue Royale, les pompiers passent. « C'est le ministère de la Marine qui est en feu », dit quelqu'un. « Essayons de traverser la place de la Madeleine, me dit mon camarade, et de regagner l'Étoile par les petites rues. »

Nous quittons le Weber. J'ai encore dans les yeux la vision des blessés couchés sur les tables, de la foule élégante et effarée, des gens qui entraînent et s'entraînent en criant mille nouvelles contradictoires.

Nous traversons la place de la Madeleine. J'entends crier: « Frot l'assassin! A mort Daladier! » Les trottoirs sont couverts de projectiles, bouts de fer et morceaux de fonte arrachés à je ne sais quoi. Les vitres de l'agence Cook sont brisées. Sur la chaussée, des chapeaux, des cannes et mille débris témoignent d'un combat violent. Des hommes passent près de moi tenant dans leurs bras un blessé. Par la rue Tronchet, mon camarade et moi nous réussissons à gagner le dédale de petites rues situées entre le boulevard Haussmann et le boulevard Maillot.

Ce quartier est alors parfaitement calme. Des gens aux fenêtres écoutent anxieusement le bruit lointain de l'émeute.

A l'angle du faubourg Saint-Honoré et de l'Avenue de Friedland, nous sommes pris dans une soudaine boucoulade. Des agents refoulent rudement les passants et dispersent les attroupements. Nous sommes poussés vers l'hôpital Beaujon.

Les portes en sont grandes ouvertes. Les voitures d'ambulance y arrivent sans cesse. On en sort des blessés évanouis. Beaucoup portent des blessures à la tête, leurs figures sont couvertes de sang.

Un cœur chaviré, silencieux, nous regagnons l'angle de l'avenue de la Grande Armée et, par ces rues calmes, des rues de ville de province, nous rentrons à Auteuil.

Il est deux heures du matin. Notre promenade dans l'émeute a duré plus de cinq heures. J'ai l'impression d'avoir quitté Auteuil depuis une heure à peine.

Ma femme m'attendait avec anxiété. Elle avait appris par la radio les événements de la nuit. Et, alors que je ne pouvais que lui décrire l'aspect des rues, les charges de cavalerie sur la place de la Concorde, les hommes blessés, l'intérieur du café Weber, la cour de l'hôpital Beaujon, mille fragments d'émeute, souvenirs concassés d'une réalité vécue dans l'émotion, elle put me donner un récit complet des faits.

Je n'étais qu'un témoin, elle représentait déjà l'Histoire.

Robert de ROQUEBRUNE

Deutschland Erwarte...

Nelson fait des émules. La célèbre phrase de Trafalgar: « England expects that every man shall do his duty », vient d'être annexée par Hitler qui, toujours botté (cela lui donne de l'esprit), vient de déclarer que tout bon Allemand avait le devoir d'acheter une auto, chose assurément plus facile que de se faire tuer. Reste à savoir comment la « pauvre Germanie » pourra s'offrir quelques millions de voitures. Pour que ces autos se vendent à des prix abordables, il faut qu'elles soient fabriquées en série, ce qui favorisera les grandes entreprises.

On croyait cependant qu'Hitler était l'adversaire juré des grands consortiums. Alors, allons, c'est un peu comme cette rageuse campagne contre les monopoles, aussi longtemps que l'on est dans l'Opposition.

Souhaitons à Hitler d'avoir plus de succès que le sphérique Hoover, avec ses deux autos dans tout garage américain. — A. R. H.

Contradictions économiques

M. Cordell Hull, secrétaire d'Etat américain, déclare devant le comité parlementaire des voies et moyens qu'il est indispensable de revenir à la notion de réciprocité économique, si l'on veut sauver ce qui reste du commerce international. Le collaborateur de Roosevelt présente en même temps un programme détaillé de restauration fondé sur des pactes. Les arguments de M. Hull sont excellents; il y a bien 107 ans que nous préchons la même chose que lui. Mais voilà, nous ne sommes pas secrétaire d'Etat...

Les nazis, et ils sont nombreux comme les étoiles du firmament, ne manqueraient pas de croire, à la lecture de cette dépêche, que la restauration des échanges n'est plus qu'une question de temps et de négociations. Les moins nazis, au contraire, éprouveront les déclarations de la Chemical Foundation des Etats-Unis et s'en iront ruminer dans leur coin sur la valeur des discours politiques.

La Chemical Foundation a déclaré formellement qu'elle avait mis au point un procédé permettant de faire du papier-journal avec le pin du sud des Etats-Unis, ce qui tuerait d'un coup les exportations canadiennes de papier. Tel est l'esprit de coopération du XXe siècle! — A. R. H.

Pensons-y toujours n'en parlons jamais

Les agences d'informations américaines peuvent rendre des points à leurs confrères britanniques chaque fois qu'il s'agit d'une question qu'elles préfèrent ne pas évoquer. Il est entendu que la publication de renseignements sur le réarmement sérieux de l'Allemagne risquerait d'empêcher bien des gens de dormir, y compris certains politiciens pseudo-pacifistes. C'est pourquoi on imite de Courant le silence prudent et qu'on ne fait jamais entrer en ligne de compte les avions de guerre du Reich, lorsqu'on dresse des statistiques.

Il est réjouissant de constater que ce silence n'empêche nullement la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Russie et l'Italie de construire des avions à tour de bras, afin d'obtenir la suprématie aérienne.

La course aux armements recommence de plus belle. Cochons de payants, déléz votre bourse. Pourquoi ne pas avoir le courage de regarder la situation en face et d'appliquer le traité de Versailles rigoureusement? — A. R. H.

Voix de l'expérience

Un homme d'autrefois qui avait vu beaucoup de choses disait: « Un gouvernement qui augmente sans cesse sa dette doit conduire, par le défaut d'argent, à la banqueroute, ou, par les impôts, à la révolution. » Cette maxime est de Pelet de la Lozère. Un de ses descendants nous l'a communiquée, avec d'autres, qui trouvent de même leur application.

C'est de l'expérience séculaire, de l'expérience éternelle. Qui s'étonnera qu'elle ait été perdue? Celle de ces dernières années a-t-elle servi à quelque chose? En 1926, quand nous étions au bord d'un désastre financier, on avait reconnu que le grand péril était celui de la dette flottante et qu'il importait de la prendre à bras le corps. Depuis, elle s'est en partie reconstituée tandis que subsistait un reliquat d'emprunts à moyen terme dont les échéances approchent. Le sens commun dit qu'il n'y sera fait face que si la confiance est rétablie.

Ce sont les propres expressions de M. Gaston Jèze, professeur de finances publiques et de droit public à la Faculté de Droit. Il ajoute nettement, dans le Journal des Finances, qu'à défaut, il n'y aura de choix qu'entre la consolidation forcée, la fermeture des guichets et l'émission de papier-monnaie. C'est encore l'évidence, mais il faut bien qu'elle soit montrée.

M. Gaston Jèze dit aussi: « Incontestablement, la fermeture des guichets serait moins grave que la consolidation forcée et surtout que le papier-monnaie. Ce serait cynique, mais clair. Le pays réagit sûrement. » Il est à espérer, en tout cas, qu'il comprendrait. Le pire, dans la situation actuelle, serait que le seul à comprendre fût l'épargnant qu'on n'a jamais pu distinguer du capitaliste, nous le répétons pour la centième fois.

Jacques BAINVILLE

(L'Action française)

Dr Tancrède Asselin, chirurgien-dentiste, 5064, avenue du Parc, près rue Laurier, à son bureau de 9 hrs à 6 hrs, sur rendez-vous. Tél.: DO 3037. (r)

Le problème de l'indépendance autrichienne

Il y avait en Autriche cinq partis politiques. Les plus remuants et les plus puissants n'étaient pas les plus nombreux. Les Heimwehren ne comptaient dans la dernière assemblée que huit représentants, alors que leurs adversaires, les socialistes, en comptaient soixante-douze. Les chrétiens-sociaux en avaient soixante-six et les agrariens neuf. Les nazis enfin s'appuyaient surtout sur leur organisation fortement encouragée par les hitlériens.

Les Heimwehren, par la voix de leur chef le prince Starhemberg, ont demandé la suppression du parti socialiste, qui a été dissous en même temps que le Conseil municipal de Vienne. Ils veulent un régime autoritaire, et conformément aux principes du fascisme italien, une Autriche unifiée. L'opération dirigée contre les socialistes a été d'autant plus violente que le parti révolutionnaire disposait de formations militaires solidement constituées. A Vienne, à Graz, à Linz, à Steyr, il y a eu de véritables combats, et l'artillerie même a dû parfois être engagée. La lutte a fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Ces épisodes de guerre ont éveillé un grand intérêt en Allemagne, où naturellement on favorisait ce qui peut affaiblir l'Autriche et en faire une proie facile.

Le gouvernement a fini par remporter la victoire. Mais il n'a pas eu assez de troupes gouvernementales. Il a eu besoin des Heimwehren, qui ne sont pas des alliés de tout repos. Les quatre partis qui restent désormais en Autriche, Heimwehren, chrétiens-sociaux, agrariens, nazis, sont loin d'être d'accord. Le Chancelier fait appel à toutes les bonnes volontés. Il veut former un front patriotique au-dessus des partis. Il a conscience qu'après lui l'Autriche sera dans le chaos et exposée à tous les périls intérieurs et extérieurs.

Le plus grave est que les partis divisés sur des questions sociales et politiques, sont également divisés sur la question essentielle de l'Anschluss. Les nazis, en relations avec leurs confrères du Troisième Reich, sont ardemment partisans du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Les Heimwehren sont d'une opinion contraire, ou du moins, ils l'étaient. Ils ont donné en ces derniers temps, quelques signes d'incertitude. Le prince Starhemberg a même prononcé un étrange discours où il avait l'air de proposer à Berlin une sorte de rapprochement. On peut craindre aussi que certains, parmi les socialistes vaincus et pleins de rancune, n'aillent, avec les transfuges de tous les partis,

Le mot qui n'est jamais le dernier

La réponse de l'Allemagne à l'aide-mémoire français étant ce qu'elle est et d'ailleurs ce qu'elle devait être, la suite devrait aussi découler naturellement. Les propositions de l'aide-mémoire et le mot de la France. On l'affirma, du moins. Puisqu'elles ne sont pas acceptées, il n'y a qu'à renvoyer les pièces à la conférence de Genève, qui attendait le résultat de ces négociations pour délibérer de nouveau.

Mais la conférence de Genève, qui est l'affaire de M. Henderson, attira tout simplement que la France et l'Allemagne fussent d'accord. L'accord ne s'étant pas fait, elle n'y renonce pourtant pas. On ne pourrait même jouer à M. Henderson de pire tour que de le saisir du dossier. C'est pourquoi le gouvernement britannique s'est mis tout de suite à la tâche pour que la conversation continue entre Paris et Berlin.

Hitler le savait d'avance et tout le monde le savait. Il ne risquait donc rien à ne pas accepter les conditions de l'aide-mémoire et à en tenir les concessions pour insuffisantes, le sine qua non pour nul et non avenue.

A quel sert-il donc de répéter chaque fois qu'on recule jusqu'à et pas plus loin si c'est pour lâcher pied à tous les coups?

Le gouvernement britannique, qui n'abandonne pas son idée d'une médiation, est persuadé que la France peut transiger et transiger encore. Autrement dit, la répulsion et la méfiance causées par Hitler ne se sont traduites que par des paroles déjà envolées. Et ce que l'Angleterre elle-même, sur le premier moment, avait déclaré impossible, est en voie de s'accomplir. On aura vu une conférence pour la limitation des armements s'achever par le réarmement d'un pays, ce pays étant non seulement l'Allemagne, mais l'Allemagne dont le maître s'appelle Hitler.

Il est vrai que le réarmement du Reich n'est pas à faire. Il n'est plus qu'à achever. Hitler demande des permissions qu'il a déjà prises et des autorisations dont il se passera. Il y a longtemps qu'on sait que l'égalité était ici le synonyme de liberté. Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus grave dans la circulaire. Tour à tour les Allemands auront dit: « Si vous voulez notre argent, venez le prendre » et: « Si vous voulez détruire nos armes, venez les chercher. » Ils étaient certains que, depuis la Ruhr et la mission Nollet, « on » n'irait pas. C'est pourquoi les stipulations militaires du traité ont toutes les chances de finir et finiront déjà comme les stipulations financières. — J. B.

(L'Action française)

Le choix du Parisien: la « Sweet Caporal »

Un éminent parisien, qui n'était pas revenu au Canada depuis 1900, dit que l'un des plus vifs plaisirs du voyage qu'il fait actuellement chez nous a été d'y retrouver une bonne vieille amie.

« La cigarette Sweet Caporal. Avant la guerre, quand je travaillais, votre pays magnifique, je trouvais le goût de toutes vos cigarettes et ça gâtait longtemps avant d'en trouver une plus agréable. Et c'est dans une circonstance particulièrement intéressante que je me suis procuré la Sweet Caporal. »

« J'étais invité à un banquet donné en l'honneur de votre grand homme d'Etat, Sir Wilfrid Laurier. On m'y offrit plusieurs cigarettes que je ne connaissais pas. Je pris au hasard une Sweet Caporal et, voilà! Je fus conquis. Je suis évidemment très heureux de retrouver cette bonne cigarette. » (r)

(L'Action française)

Dr Tancrède Asselin, chirurgien-dentiste, 5064, avenue du Parc, près rue Laurier, à son bureau de 9 hrs à 6 hrs, sur rendez-vous. Tél.: DO 3037. (r)

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L

La crise et l'histoire

Rien de plus indécis que l'idée de crise. Cherchons à en donner une description sommaire en regard de l'histoire. Nous avons tendance à croire que la crise présente est sans précédent. Si nous énumérons les bouleversements politiques et sociaux du passé, si nous en déterminons la durée, la nature, nous verrons que l'état actuel offre beaucoup de ressemblances avec ce que peut nous apprendre l'histoire.

Le XXe siècle qui vit l'ère du machinisme, provoquée par la Révolution française et la Révolution industrielle, tenta de donner une explication scientifique des crises. Le libéralisme classique qui s'efforça de résoudre ce problème ne trouva qu'une explication économique, indépendante de la politique, de l'art, de la religion. Cette conception est celle de l'automatisme social. Comme le matérialisme historique, elle livre l'individu isolé aux forces aveugles de l'évolution économique.

La Révolution française, qui consacra l'individualisme par la suppression des corporations de métiers, dut céder à l'exigence des faits. Les fameuses lois Le Chapelier subirent des transformations successives jusqu'à la reconnaissance, en 1889, du droit des ouvriers et des patrons de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts professionnels. La séparation de la société en classes, dressées les unes contre les autres, était cependant, un fait accompli bien avant 1889, en France et ailleurs. Qu'on se rappelle les révolutions européennes du siècle dernier qui furent, à peu près toutes, ouvrières autant que politiques.

Cette notion d'une économie, par laquelle l'équilibre entre les forces productives d'une nation s'établirait par le seul jeu physique des intérêts en présence, tend de plus en plus à disparaître. « La crise est dans l'homme » Tel est le cri unanime de nombreux essayistes et philosophes de tous pays. On ne croit plus que le désordre soit dans les choses.

L'étude des crises du passé nous rend indécis sur le choix des remèdes à apporter au déséquilibre actuel. Les civilisations hellénique, gréco-romaine, méditerranéenne, la Renaissance, la Révolution française et la Révolution industrielle de la fin du XVIIIe siècle, eurent à faire face à des problèmes qui ressemblent étrangement à ceux de l'heure présente. Ce serait pourtant sottise de croire que l'histoire se répète toujours de même façon. On est assuré de trouver, malgré tout, dans cette longue crise que fut l'histoire universelle, un durable fond humain sous des phénomènes sociaux d'une extrême diversité.

La chute de l'Empire romain peut nous apparaître, avec la guerre de 1914, comme une des plus grandes crises connues. Cet extraordinaire bouleversement de tout un monde fut à la fois politique, économique et social. Il serait intéressant de détacher de l'œuvre de Fustel de Coulanges certaines pages qui s'appliquent, presque mot pour mot, au désordre actuel. Et pourtant, il s'agit des Romains et des Carolingiens! Le parallélisme existait à ces époques de confusion tout à fait maintenant. L'Etat devenait, jour après jour, la propriété de quelques individus. Hugues Capet a pu proposer à ses pairs le règne de sa lignée, grâce au prestige de ses ancêtres dont le plus célèbre était un boucher d'Île-de-France, grâce aussi à sa valeur personnelle et à la fidélité de sa clientèle politique ou, comme on disait alors, de ses « homes ».

Le moyen âge fut rempli de bouleversements politiques et sociaux. La guerre de Cent Ans ne fut qu'une longue crise dont la fin devait être l'avènement du monde moderne. La Réforme, dont le caractère est, selon l'idée chère à Hilaire Belloc, « un isolement de l'âme », donna naissance au capitalisme. Cette solitude de l'homme moderne provoqua une concurrence effrénée entre les individus surtout dans les pays protestants et, à des degrés moindres, dans les autres parties de la chrétienté. C'est dès cette époque que l'homme moderne commença à se tourner uniquement vers le dehors.

Les XVIIe et XVIIIe siècles furent remplis de guerres qui devaient décider de la suprématie de la France et de l'Angleterre sur mer, sur terre et aux colonies. Les origines mercantilistes et impérialistes de ces guerres incertaines sont indiscutables. Lors du conflit mondial de 1914, le mercantilisme fut remis en honneur. Les ordonnances de devises, l'interdiction d'exporter certaines marchandises, sont des procédés empiriques empruntés aux XVIe et XVIIe siècles.

Le siècle dernier se jeta aveuglément dans ce que nous pourrions appeler le romantisme de la matière. Les théories saint-simoniennes hanteront les cerveaux des grands entrepreneurs, constructeurs de chemins de fer, perceurs d'isthmes. La civilisation américaine, si foie naïve en un progrès indéfini, sont le prolongement direct de ces idées.

L'homme du XXe siècle, s'il réussit à construire une civilisation technique remarquable, délaisse trop certaines vertus traditionnelles d'honnêteté, de mesure, pour qu'il n'ait pas lieu d'être indécis sur le destin de la civilisation qu'il a faite et dont il est la victime. Comme à d'autres époques de l'histoire, les événements dépassent l'homme. Son esprit se perd dans tous ces mouvements d'idées, de faits, de transformations politiques et sociales qui sont le cortège habituel des crises. Notre époque offre certaines ressemblances avec celle des guerres de religion où l'individu se perd dans le destin de tout un monde. M. Lucien Romier, qui a particulièrement étudié ces questions, nous amène finalement à la conclusion que le monde occidental fut brisé dans ce débordement extraordinaire de l'individualisme que furent les guerres de religion. Cette unité n'a jamais été retrouvée.

La Révolution française fut la conséquence de cette longue crise intellectuelle, sociale et politique qui commença à la Réforme. Elle provoqua une dizaine d'autres bouleversements tout au long du dix-neuvième siècle. La dictature napoléonienne marqua partout dans le monde le début d'une autre dictature, anonyme celle-là, la dictature industrielle et financière. Napoléon, par l'individualisme outré de ses lois, qui n'est que le prolongement de l'individualisme révolutionnaire, favorisa l'expansion des doctrines libérales. Le libéralisme suscita de nombreuses réactions dont les plus importantes sont le socialisme de Proudhon, celui de Karl Marx, le système national de List, les écoles sociales chrétiennes. Cette croyance des économistes libéraux en un équilibre automatique de la production

et de la consommation triompha jusqu'à la dernière guerre, malgré quelques rares interventions de politique sociale commandées par les mouvements ouvriers.

Le conflit mondial de 1914-1918 peut être considéré, aujourd'hui, comme la liquidation du libéralisme du siècle dernier. Les rédacteurs du Traité de Versailles ont voulu universaliser la démocratie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté du travail, la paix sociale, etc.

C'est tout le contraire qui arrive. Les nations se replient sur elles-mêmes et forment des unités économiques de plus en plus fermées aux prises avec des révolutions intérieures ouvertes ou larvées. Dans les palabres internationales, les hommes d'Etat qui, par hasard, sont restés libéraux — du moins ils le disent — invoquent la paix, la liberté, la fraternité des peuples comme, autrefois, les païens leurs dieux morts en qui ils ne croyaient plus. Un bon nombre de politiciens sont convaincus que la crise est uniquement économique, quand, en réalité, elle est aussi politique, intellectuelle et morale. Les crises ont toujours présenté ce caractère complexe. La présente n'a rien d'exceptionnel. Elle est normale dans toutes ses manifestations.

Le chômage, disette de travail, est fatal dans notre régime économique, comme le fut la famine à d'autres époques. La technique de la production est poussée au plus haut point, et notre civilisation occidentale, qui vécut, pendant si longtemps, sur une idée de progrès indéfini, subit la honte d'avoir des millions d'hommes qui chôment. Pendant que des légions de chômeurs ne peuvent se procurer par eux-mêmes les choses nécessaires à la vie, quelques grands pays, considérés il y a un an encore comme les forteresses privilégiées du libéralisme politique et économique, préconisent des mesures tendant à la restriction de la production. Le monde s'appauvrit chaque jour, et des législateurs audacieux des événements provoquent cet appauvrissement pour maintenir ou élever un niveau des prix déjà artificiel.

Les gouvernements constatent que l'équilibre classique entre la production et la consommation ne paraît pas devoir se rétablir tout seul. L'Etat, qui très souvent ne sait pas équilibrer son propre budget, qui dépense follement pour fins de démagogie électorale, prétend régir de plus en plus la fortune des particuliers. D'où une politique de « monnaie dirigée » qui fait faillite partout. L'Etat contrôle, il est vrai, les poids et mesures. Pourquoi ne ferait-il pas de même pour la monnaie, commune mesure des objets échangeables? Théoriquement, rien ne s'y oppose. Mais l'Etat, qui ne change pas chaque jour les dénominations des poids et mesures, ne peut être aussi sage quand il s'agit de la monnaie.

Cette question monétaire s'est toujours posée à l'esprit de l'homme depuis l'époque où la monnaie de fer des Grecs jusqu'à notre ère de monnaie de papier. Elle fut toujours intimement liée à l'aspect économique et politique des crises. Il n'y a rien de changé à ce point de vue-là. Le problème économique se présente de nos jours, comme à toutes les époques, sous la forme d'une adaptation nécessaire de la production à la consommation. Mais qui la fera cette adaptation? L'Etat? Quel Etat? L'Etat démocratique et libéral? L'Etat autoritaire, centralisé ou décentralisé?

Jean-Marie NADEAU

Le procédé Damm, breveté, éprouvé, assure la construction de routes durables et économiques.

La princesse et les juges à perruque

Les tribunaux ordinaires anglais jugent en droit, non en équité, ce qui entraîne parfois des décisions réjouissantes, dignes d'un chapitre de Dickens. Loin de moi l'idée de critiquer un verdict rendu par un juge à perruque; j'ai trop le respect de la magistrature anglaise pour me payer une plaisanterie à ses dépens. Je ne peux toutefois m'empêcher de sourire du jugement qui vient d'être rendu à Londres dans l'affaire Youssouptoff-Metro-Goldwyn.

La princesse, qui fut jolie et qui l'est encore, qui fut riche et qui ne l'est plus, réclame deux millions de dommages en alléguant le caractère diffamatoire du rôle de la princesse Natacha dans le film Raspoutine et l'Impératrice. Je ne connais pas suffisamment les pièces du procès pour me prononcer sur le bien-fondé de la demande; mais j'ai vu le film et n'y ai rien trouvé de scabreux. C'est une simple tentative de reconstitution historique, naturellement très édulcorée. Je ne crois d'ailleurs pas possible de donner à l'écran la centième partie des distractions privées de cette admirable cour tsariste dont Raspoutine fut si longtemps l'ornement.

Cette reconstitution ne peut évidemment pas prétendre à l'exactitude absolue, et elle ne pouvait viser d'ailleurs à diffamer un personnage du drame de 1917. Le film était et reste une simple affaire commerciale.

Le tribunal a cependant accordé \$125,000 de dommages-intérêts à la princesse Youssouptoff, et c'est là ce qui me fait sourire. J'avoue trouver extraordinaire que l'on essaie de monnayer, dix-sept ans après une tragédie répugnante, une question de réputation prétendue atteinte par un film certainement moins cru que nombre d'études historiques ou d'articles de journaux. On a, paraît-il, fait défiler plusieurs témoins: c'est sur leurs déclarations que le tribunal a jugé qu'il y avait motif à dommages. Je ne mets même pas en doute la valeur de souvenirs vieux de près de vingt ans, je mets seulement en doute le droit de personnalités plus ou moins historiques à monnayer leur passé, dont nous ne serions pas fiers, ni vous ni moi. — A. R. B.

Savez-vous que Donat Langelier est aujourd'hui un des plus grands fabricants de rétrogradeurs, de pianos et d'harmoniums du Canada? C'est aussi un des plus grands marchands de radions et de tous articles d'ameublement d'une maison. Ce Canadien-Français entreprenant, fils de ses œuvres, fait honneur à sa nationalité et à son pays. — 510 est, rue Sainte-Catherine, TEL: HA 3111.

Brouage

En sa courtoise rose aux teintes d'Orient Dont l'azur des canaux irise encor les portes Sous un mirage d'or, on évoque Aigues-Mortes, La blanche Nef, le Roi, candide et souriant.

A la côte Santone où gronde l'Océan, Ni Saintes de la Mer, ni royales cohortes, Ne laissent d'épave ou de légendes mortes. Nul souvenir ne pare une œuvre de néant.

Ici, le mur est gris et plonge dans la vase. La morsure du temps le lézarde et l'écrase. L'échauguette qui veille à l'angle du rempart,

Sur l'horizon désert où croupit la saumure, Est le dernier fleuron de son antique armure. Brouage est mort, ici... mais il vit autre part.

C'est de ce bourg vaseux qu'est né le Canada: Un monde! — Il tient le Nord qui lui promet l'empire, Car le bien sort du mal et le meilleur du pire, Et qui fonda Québec un continent fonda.

Ce que peut le vouloir qu'un rêve féconda, Ce qu'ajoute le rêve à l'effort qu'il inspire, L'appel de l'inconnu que la brise soupire, Et l'attrait du mystère au cœur qu'il obséda.

La fière ambition de faire œuvre qui dure, Au mépris des frimas, et sur la terre dure, Que le bleu Saint-Laurent écaïlle de glaçons,

Tout est parti d'ici, d'un seul jet, de ton âme Indomptable, ô Champlain, que notre orgueil réclame. De Brouage en ruine écoutons les leçons.

(Collaboration de l'Ordre)

Jose Iturbi

Ses idées.

Dans une interview qu'il accordait aux journaux à son arrivée à Montréal, le pianiste Jose Iturbi a soulevé la question souvent discutée du nationalisme en art. Après bien d'autres, il a repris les bobards de l'internationalisme et de l'éclectisme, auxquels son concert même devait apporter la plus harmonieuse contradiction.

Vers la fin du XIXe siècle, on en était revenu des professions de foi QUARANTE-HUITAIRES: « Je suis citoyen du monde! » Depuis les baisers Lamourette de Genève, on a repris sur tous les tons le leit-motiv internationaliste: l'art n'a pas de pays, la science n'a pas de frontières. Le malheur veut que les gens de bonne foi s'y laissent facilement prendre, car un artiste de réputation internationale, qui reçoit dans tous les pays du monde ovations chaleureuses et recettes abondantes, est fort exposé à croire qu'en vérité l'art est célébré partout et n'a pas de pays propre.

Mais l'art est, par définition, l'expression du beau, et les moyens d'expression ne seraient être tous identiques. La langue est et restera le premier moyen d'expression artistique; les autres modes d'expression du beau, sons, formes, couleurs, mouvements, restent intimement liés à la langue et sont, comme elle, des produits du sol, de l'éducation, du paysage, du voisinage et d'une hérédité collective plus ou moins longue et plus ou moins riche. Tout ce qu'il y a de vrai dans l'internationalisme en art, c'est qu'il ne faut pas rejeter pour des raisons de nationalisme politique, et parce qu'étranger, une forme d'art haute, sincère et vraie. Mais cette forme d'art peut fort bien caractériser la culture française, ou, si l'on préfère, la latine, la germanique, la slave, la chinoise ou la nègre. Cela est si vrai qu'une chanson nègre ou un cantique chinois peut exprimer la beauté avec assez de force pour transporter d'admiration les noirs et les jaunes et nous laisser complètement indifférents.

Sa musique.

Cela est si vrai que, malgré ses déclarations, M. Iturbi nous a donné un récital empreint de la plus pure culture latine, et c'est peut-être parce que cette forme d'expression du beau est plus conforme à notre conception à nous que ce récital nous a si intensément ravies. C'est probablement parce que sa compréhension et son interprétation du beau musical correspondent plus exactement aux nôtres que sous ses doigts Haendel, Beethoven et Brahms nous paraissent plus légers, plus aimables, et que Schumann et Chopin, dont à bon droit on considère la musique comme française, ainsi que Couperin, Debussy et Ravel, nous semblent plus merveilleux encore que d'autres interprètes avaient pu nous le faire croire. C'est probablement pour la même raison que les œuvres des derniers compositeurs nommés ont été les sommets de cette soirée d'un niveau artistique très élevé et ont regu du public les applaudissements les plus spontanés et les plus admiratifs.

Iturbi est un grand artiste: c'est une expression qu'à l'ORDRE j'ai l'intention de ne pas employer inconsidérément et de réserver à ceux qui la méritent. Il disait, dans l'entrevue à laquelle j'ai fait allusion, que parmi tous les compositeurs, il n'en voit que quelques grands, quatre ou cinq. Si l'on fait un classement analogue des interprètes, il faudra bien placer M. Iturbi parmi les quatre ou cinq grands pianistes contemporains.

Dès les premières mesures, attaquant un air fort simple que les variations de Haendel devaient ultérieurement rendre plus complexe, Iturbi a conquis son auditoire. C'est la marque d'un grand artiste: triompher avec une suite d'accords très simples, qu'un autre rendrait monotones. Puis avec

trois pièces de Couperin, il procure à ses auditeurs un premier ravissement qui devait se renouveler par l'interprétation des *Scènes d'enfants* de Schumann.

Iturbi joue avec un style lié qui se rapproche de celui de l'orgue, et ses nuances ont un peu sonner à celles d'un organiste qui varie habilement ses registrations. Mais ce n'est pas une imitation de l'orgue: c'est du piano et du meilleur. Car ce pianiste connaît toutes les ressources de son instrument et en tire des effets merveilleux, pas tant de richesse et de puissance sonores que de poésie et de sentiment. Tant par le choix de son programme que par son interprétation, Iturbi se révèle poète, non poète de mièvreries et de vaines sentimentalités, mais plutôt de tendresse saine, d'élégance dénuée d'affectation, ce qui fait de lui peut-être le plus grand interprète de Schumann.

Cette délicieuse chose que sont les *Scènes d'enfants* et la *Sonate en Do majeur* (op. 53), dite de l'*Aurore*, de Beethoven, forment la partie principale du programme. Ces deux œuvres, malgré les grandes différences que l'on connaît entre les auteurs, ont plus d'un point commun; elles se rapprochent surtout en ceci qu'elles prennent toutes deux leur inspiration dans la nature, l'une directement, l'autre par l'observation de l'être humain qui est le plus près de la nature, l'enfant; ni l'une ni l'autre ne prétend à la description, ne fait appel à ce qu'on nomme l'imagination visuelle, mais plutôt au sentiment, à l'âme des choses et des êtres. C'est là qu'Iturbi nous a donné le meilleur de lui-même, ce qui montre bien que malgré sa volonté d'éclectisme, il a un domaine dans lequel il se meut plus aisément encore que dans les autres.

Ce qui ne veut pas dire qu'il soit inférieur lorsqu'il exprime autre chose qu'un sentiment poétique. Cet artiste m'a paru l'un des mieux équilibrés que j'aie entendus. Chez lui, tout est à son rang: technique, intelligence, imagination, sentiment; aucune faculté n'écrase les autres par une prédominance exagérée. A l'entendre jouer la partie la plus brillante du répertoire de Chopin, ainsi que des œuvres de contemporains français ou espagnols, on se dit que, s'il avait fait de ces œuvres ses pièces de résistance, on eût peut-être trouvé aussi que ce genre est plus véritablement le sien.

Georges LANGLOIS

Heureux pays

Il y a encore de par le monde, à ce qu'il paraît, des pays heureux et la jeune république de Lituanie est l'un d'eux, si l'on en juge d'après le fait suivant. Conformément à une ordonnance du gouvernement lituanien, tout citoyen de ce pays, sous peine d'amende, de l'échanger dans un délai déterminé contre un nom purement lituanien. La règle est générale et absolue. En sorte que le président actuel de la République lituanienne se verra obligé, assure-t-on, d'emprunter un nouveau nom de baptême, celui qu'il porte présentement ayant, paraît-il, une résonance exotique.

On doit déduire de ce qui précède que la République de Lituanie a mis en bon ordre toutes les autres affaires intérieures et extérieures, résolu tous les problèmes dont le reste des états du monde sont tiraillés, vaincu d'avance les difficultés financières, économiques et autres qu'il pourrait survenir, et que son seul souci désormais est celui de voir nationalisés les noms de ses ressortissants. Quel dommage, s'il en est vraiment ainsi, que nous ne soyons dans son cas, nous qui, hélas, avons tant de chats à fouetter.

Le professeur P. Deltour, docteur en sciences mathématiques et physiques de l'Université Catholique de Louvain, donnera comme l'an dernier, ses leçons privées de mathématiques et de sciences. Sérieuses références. S'adresser 1198, Avenue Sussex, WI 7651 (r).

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.

Le sport professionnel agent d'inintelligence et de désordre

L'idée de conquête.

Je crois que le degré de vitalité intellectuelle d'un peuple se juge aux sports qu'il pratique, surtout à l'usage qu'il en fait. Les nations énervées par la guerre s'y adonnent furieusement par réaction contre leur fatigue.

C'est à quoi obéit l'Allemagne en instituant le sport obligatoire; mais cette cure collective, qui dégénère en fanatisme chez les peuples fortement militarisés, les Américains de 1870 (époque où Thoreau et Whitman chantaient la force physique) la firent sans préparation. Ils se mirent aux sports, comme l'écrivait Dubech dans l'*Action française*, dans l'intention arrêtée d'y dépasser les autres peuples, qu'ils ne pouvaient dominer par l'esprit. Nous leur devons le sport-spectacle et le sport professionnel. Devenu un fin en soi, de même que la beauté, le sport professionnel ne se peut pratiquer qu'au détriment de l'éducation humaine proprement dite, où l'épanouissement du corps ne va point sans l'épanouissement de l'esprit.

Les anciens se faisaient de la course, le premier sport naturel à l'homme, une idée que le manager de Gavuzzi jugerait ridicule: ils y associaient une idée de conquête sur la nature et sur soi-même. Cette constance, c'est ce qui distingue l'homme de l'antilope. Henry de Montherlant a dit, dans une page éblouissante de ses *Olympiques*, le premier sentiment du jeune homme sain et fort devant un espace libre, salle, route ou stade: désir de bondir en avant, de le traverser au pas de course.

Inséparable de l'idée de conquête, le sport est l'aussi de l'idée d'ordre. Le professionnalisme, pour des raisons trop évidentes pour que je le dise, écarte l'une de l'autre.

L'idée d'ordre.

Les universités et high schools américains se sont peuplés en soixante ans d'étudiants acéphales, mais costauds, auxquels on décerne annuellement le baccalauréat à la condition qu'ils soient des « as » du ballon ovale ou au lancement du disque. Vous me direz que voilà du sport amateur. Sans doute. Mais pour répondre aux appétits d'un public fanatisé, ces universités recrutent tous les adolescents habiles à quelque sport à seule fin de fabriquer des athlètes en série, aisément remplaçables comme les pipes de plâtre de la foire. Rien de plus fragile que l'organisme d'un tout jeune homme. Un entraîneur à la course du Y.M.C.A. me disait l'an dernier que l'abus du sport, plus précisément le surmenage imposé aux jeunes athlètes américains, fait plus de morts aux Etats-Unis que les accidents d'auto. Pour monter un « champion », comme ils disent, les Yankees écartent de l'éducation physique toute idée d'ordre. Le tout jeune homme doit pouvoir lutter de résistance avec l'homme fait. Alors, on force la nature. A trente-cinq ans, le jeune « as » devient un « allongé »; à cinquante, il meurt de la goutte.

Le sport pour le sport.

Les Anglais, demeurés rois du sport en maints domaines, notamment au tennis, au tir à la poule, au ballon, nous ont longtemps donné l'exemple du sport pratiqué par désassement. Ils joignent à leurs jeux une sorte de fierté que j'admire, parce qu'elle ne sort pas de la cave de l'instinct. Le souci de sauvegarder chez l'indigène le prestige de l'homme blanc, d'abord de l'homme britannique, leur a créé des officiers coloniaux de premier ordre: ils transportent dans le sport, seconde nature du jeune gentleman anglais, — qu'il sorte de Cambridge ou des mines tout Anglais est, depuis la guerre, un gentleman — la volonté de se vaincre pour vaincre les autres. Demandez à l'athlète véritable si son premier adversaire, ce n'est pas lui-même, j'entends ses faiblesses, sa fatigue, l'énerverment de sa volonté. Or l'Anglais s'exerce à la course parce que cela lui plaît: il est un amateur. Mais il y met toute son intelligence et une application étonnante pour qui ne le connaît pas.

Je souhaiterais que tout Canadien français se dégoutât du professionnalisme, du sport-spectacle; qu'il se rende compte que le sport payé n'est pas du sport, mais une exhibition animale où l'un des adversaires sait d'avance qu'il sera « chocolat », selon la terminologie des requilteurs, au troisième round, qu'il perdra telle ou telle manche de tennis, etc. Nous ne nous gênerons pas à l'ORDRE pour démasquer le vol organisé qui se pratique dans presque tous les sports par des syndicats de managers, eux-mêmes protégés par les organismes qui ont mission de protéger le public. Les courses de chevaux, les spectacles de lutte et de boxe, rien de cela n'est propre aujourd'hui. Nous y reviendrons à l'occasion. Réfléchissons pour l'instant que, surtout dans le sport, — on ne le répètera jamais trop — la tête de zinc et le mollet de fer ne suffisent pas: il faut y mettre de l'intelligence et de la volonté.

Le réveil de Cochet.

A dix-neuf ans, Ellsworth Vines manie la raquette pour gagner sa vie. On a trop exigé de lui quand il jouait par goût. Il a passé au professionnalisme avec Cochet. Vines est un servent de grande valeur, sans contredit le plus foudroyant d'aujourd'hui. Le vendredi 4, au Forum, il a battu Martin Plais, de l'équipe française, avec assez de facilité. Il a de l'audace, quoique peu d'expérience auprès de vieux routiers comme Tilden. Ses balles de fond sont dures et difficiles à retourner. Ce jeune hom-

me, s'il était resté dans le rang des amateurs, serait devenu l'un des premiers joueurs du monde. Plais, joue froidement, avec beaucoup d'intelligence, mais sans la fougue ni les coups de surprise qui ont rendu Borotra célèbre.

Le match par excellence, c'est celui de Cochet contre son vieil adversaire Tilden. Celui-ci n'est plus, et pour cause, le jeune homme qui battit à plate couture tous les joueurs d'il y a dix ans; mais il est resté un maître du coup droit et du coup de revers. La première qualité d'un joueur de tennis, c'est — sans cahenbour — de savoir se servir de ses pieds. Tilden a cet avantage sur la plupart de ses adversaires de servir à toute volée sans jamais perdre l'équilibre après le coup. Il joue dur et multiplie les placements. Mais Cochet m'a étonné. Entre Tilden et lui, il y aura toujours de la rivalité, et ces deux professionnels ont fait passer sur la foule le souffle héroïque de Pindare. Cochet est nerveux, frénétique. Dans la première manche, il battait l'Américain par 5 jeux à 3; deux ou trois erreurs (trois volées ratées) lui firent perdre tout sang-froid. Tilden l'emporta: 9-7. Cochet remonta dans la seconde manche: 6-2. Durant la troisième, Tilden joua en maître, Cochet reprenant de l'équilibre: 7-5 pour Tilden. Où le Français émerveilla le public, désarçonna son adversaire, ce fut dans les deux dernières manches. Splendide jeu de filet, Cochet renvoyait les balles de fond de Tilden quatre ou cinq fois de suite, courait au centre du court. L'Américain s'empara vainement à prendre l'avantage par le service; Cochet retournait la balle, une balle lente au près de celle de Tilden, mais placée sur la ligne de fond. Je crois qu'au lendemain de la victoire anglaise dans les matches de la Coupe Davis les chroniqueurs se sont montrés sévères pour Cochet. Question de sentiment, Fatigué, et la victoire reposant entièrement sur sa tenue devant Perry (soit dit en passant, l'un de ces nombreux « amateurs » qui participent aux recettes tout comme les professionnels), Cochet n'a pu donner sa mesure. Il a joué ici avec brio, avec ardeur, avec ces audaces à quoi se reconnaît un maître du jeu. Mais sa carrière ne finit-elle point avec son entrée dans le sport professionnel? Il est vrai qu'à trente ou trente-cinq ans, un athlète a passé l'âge de l'excellence. Tilden l'avouait lui-même il y a quelques temps. Mais quant au jeune Vines — il n'a pas vingt ans — le professionnalisme ne le servira pas.

Lucien PARIZEAU

Le dimanche soir, un succulent dîner, de la musique de qualité, des amuse-bouche, vous trouverez tout cela dans l'hôtel Windsor, deux violonistes, un joueur de sept à neuf. On sert le dîner à neuf.

AVERTISSEMENTS

Il nous revient de diverses sources que certains personnes qui ont tenu dans le passé au journalisme par les bas-côtés se prétendent intéressées dans l'ORDRE. Diverses circonstances font croire que cette prétention a un but d'escroquerie. Nous serions reconnaissants aux lecteurs qui nous fourniraient les moyens de faire punir les coupables.

Nous recevons de diverses parties du Canada français des offres de correspondance. Les intéressés sont priés de prendre note que l'ORDRE, ne pouvant porter aucun intérêt à la nouvelle locale ou régionale, est dans l'impossibilité d'utiliser ces offres de services.

La société des Editions de l'Ordre avait demandé l'autorisation de se constituer « à responsabilité limitée ». Cette formule n'était pas élégante (en France, le caractère des sociétés anonymes est indiqué par l'abréviation S. A.), mais elle était française, et tout fonctionnaire intelligent aurait admis qu'elle répondait aux exigences de la loi. Hélas! elle ne répondait pas aux vœux du rond de cuir chargé d'examiner notre requête, et le seul gouvernement français d'Amérique nous a imposé ce nom bouffon: Editions de l'Ordre limitée, que nous avons dû accepter sous peine de ne pas paraître. Pour le châtiment des coupables, l'ORDRE ne cessera de rappeler ce fait, dans ses colonnes et ailleurs, tant que le gouvernement de Québec ne montrera pas plus de respect pour le bon sens; il est temps que nous fassions savoir à l'étranger que nous ne sommes pas des sauvages. Nous commençons dès aujourd'hui en troisième page, à l'occasion de la déclaration obligatoire. D'autre part, nous faisons graver sur le champ de notre sceau officiel: NOTE POUR LE GOUVERNEMENT: « EN CESTUY NOM EST MON TORMENT ». Il faut bien s'amuser un peu aux dépens des sots, surtout quand on est à leur merci.

La direction de l'ORDRE reçoit déjà des lettres de personnes qui s'estiment lésées et qui veulent porter à la connaissance du public les injustices dont elles se disent victimes. Restreints et très occupé, le personnel de l'ORDRE n'a malheureusement pas le temps de se livrer aux recherches et vérifications qui s'imposent avant de donner suite à ces récriminations. Dans les cas d'intérêt général seulement, l'ORDRE pourra-t-il faire écho dans ses colonnes aux plaintes qu'il recuira.

LA DIRECTION

En traitant avec nos annonceurs, mentionnez L'ORDRE.